



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 JUIN 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 9th, 1945

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Kings Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Ahuntsic Enterprises Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze janvier 1945, constituant en corporation: Paul-H. Lévesque, avocat, Alcide Grenon, comptable, Marcelle Carbonneau, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires qui consistent à produire, négocier, faire le commerce, importer, exporter, distribuer, exhiber, généralement et sans restriction, des vues animées et toute autre forme de divertissements publics et ces autres entreprises y connexes pouvant être profitables à tels commerces, sous le nom de "Ahuntsic Enterprises Limited", avec un capital total de \$200,000, divisé en 1000 actions ordinaires de \$100 chacune de 1000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9450 P. FRENETTE.

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Letters Patent

"Ahuntsic Enterprises Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1945, incorporating: Paul-H. Lévesque, advocate, Alcide Grenon, accountant, Marcelle Carbonneau, stenographer, spinster, all in the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on as producers, dealers, merchants, importers, exporters, distributors, exhibitors, generally without limitation of moving pictures and all other forms of public entertainment and such other enterprises as may be profitable in connection with or incidental to such businesses, under the name of "Ahuntsic enterprises Limited", with a total capital stock of \$200,000.00, divided into 1000 common shares of \$100.00 each and 1000 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montréal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9450-o Assistant Deputy Attorney General.

"Associated Buttons & Novelties Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Ernest-O. Freedman, manufacturier de vêtements, Joseph Freedman, gérant du bureau, Ben Wald, commis de commandes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce: de boutons, boucles, bijouterie pour costumes, ornements et accessoires pour les cheveux, nouveautés, garnitures pour vêtements et de divers articles faits en plastique, métal, bois, verre et en tissus, cosmétiques et articles de toilette de toutes sortes et descriptions; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre ces articles et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer ou exporter tous genres de ces articles, sous le nom de "Associated Buttons & Novelties Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9451 P. FRENETTE.

"Associated Buttons & Novelties Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1945, incorporating: Ernest-O. Freedman, clothing manufacturer, Joseph Freedman, office manager, Ben Wald, order clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with: buttons, buckles, costume jewellery, hair ornaments and accessories, novelties, trimmings for wearing apparel, and sundry articles made from plastics, metal, wood, glass, and fabrics, cosmetics and toiletries, of every sort and description; to carry on the business of manufacturing, buying, selling these articles and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import or export all types of these articles, under the name of "Associated Buttons & Novelties Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9451-o Assistant Deputy Attorney General.

"Association des Chemins d'Hiver de St-Léonard et St-Célestin, comté de Nicolet"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de janvier 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Camille Prince, Azarias Gauthier, industriels, Hector Hébert, commerçant, Armand Joubert, agronome, Philippe Hébert, manufacturier de beurre et fromage, tous de St-Léonard-d'Aston, comté de Nicolet, province de Québec, dans les buts suivants:

Maintenir ouverts pour la circulation des véhicules-moteurs toutes routes ou chemins jugés nécessaires ou utiles, pendant la saison d'hiver et particulièrement cette partie de la route N° 13 située entre la route N° 3 et la route N° 20, soit du village de Larochelle, comté de Nicolet à Notre-Dame du Bon Conseil, comté de Drummond, le tout conformément aux lois de la Province de Québec, aux règlements du Ministère de la Voirie et aux droits et privilèges des Corporations municipales intéressées, sous le nom de "Association des Chemins d'Hiver de St-Léonard et St-Célestin, comté de Nicolet".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léonard-d'Aston, dans le district de Nicolet.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huitième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9452-o P. FRENETTE.

"Association des Chemins d'Hiver de St-Léonard et St-Célestin, comté de Nicolet"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Camille Prince, Azarias Gauthier, manufacturers, Hector Hébert, merchant, Armand Joubert, agronomist, Philippe Hébert, butter and cheese manufacturer, all of St-Léonard-d'Aston, county of Nicolet, Province of Quebec, or the following purposes:

To keep all roads or highways deemed necessary or useful, open for motor-vehicle traffic during the winter season and in particular that part of Highway N° 13 situate between Highway N° 3 and Highway No. 20, namely from the village of Larochelle, county of Nicolet to Notre-Dame du Bon Conseil, county of Drummond, the whole in accordance with the laws of the Province of Quebec, and the regulations of the Department of Roads and with the rights and privileges of the interested Municipal Corporations, under the name of "Association des Chemins d'Hiver de St-Léonard et St-Célestin, Comté de Nicolet".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars.

The head office of the company is at St-Léonard d'Aston, in the district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9452 Assistant Deputy Attorney General.

"Bergs Drummondville Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

"Bergs Drummondville Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth

patentes en date du dix-sept janvier 1945, constituant en corporation: Harry Fogul, John Michael Schlesinger, avocats, tous deux de la cité de Montréal, et Barnet Buckman, notaire public, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter et conduire des commerces de ventes en détail de vêtements et lingerie pour hommes et garçons, aussi des vêtements et lingerie pour femmes et enfants et toute autre chose y connexe, de même que tous autres articles ordinairement vendus dans des magasins de ce genre, et acheter, vendre, importer, faire le commerce et négoce de tous les articles susmentionnés, sous le nom de "Bergs Drummondville Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50, chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9453 P. FRENETTE.

"Canadian Simplex Sales Company"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1945, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Julius Borer, comptable, Sophie Borer, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Julius Borer et dûment autorisée par son dit époux, tous trois de la cité de Montréal, Joseph Rubin, marchand, et Al Ross, assistant-gérant, les deux derniers de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Vendre, acheter, ou autrement acquérir, louer, céder, exporter, importer, réparer, refaire, remodeler, reconstruire, assurer le service, faire le commerce et négoce de chronomètres et pièces de chronomètres de toutes sortes et descriptions;

Faire, manufacturer, produire, réparer, refaire, remodeler, assurer le service, reconstruire, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, louer, céder, transporter, transférer, exporter, importer, faire le commerce et négoce de clavigraphes et accessoires d'iceux, machines à additionner, caisses enregistreuses, machines à comptabilité, dictaphones, machines à adresser, machines à multiplier et accessoires y connexes, accessoires de bureaux, ameublement de bureaux et installation de bureaux de toutes sortes et descriptions et tous autres articles de même nature, sous le nom de "Canadian Simplex Sales Company", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9454 P. FRENETTE.

"Construction Quemont Inc."
"Quemont Constuction Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de mars 1945, constituant en corporation: Arthur Laplante, de Québec, Joseph-Paul Chapleau et Guillaume Gingras, tous trois ingénieurs civils, les deux

day of January, 1945, incorporating: Harry Fogul, John Michael Schlesinger, advocates, both of the City of Montreal, and Barnet Buckman, notary public, of the City of Outremont, all in the district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To operate and conduct retail stores for the sale of men's and boys' clothing and wearing apparel, also women's, misses' and children's clothing and wearing apparel and everything else incidental thereto as well as all other articles usually sold in stores of this nature, and to buy, sell, import, trade and deal in all of the above mentioned articles, under the name of "Bergs Drummondville incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 400 shares of \$50.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9453-o Assistant Deputy Attorney General.

✓✓ "Canadian Simplex Sales Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Julius Borer, accountant, Sophie Borer, secretary, wife separate as to property of the said Julius Borer and duly authorized by her said husband, all three of the City of Montreal, Joseph Rubin, merchant, and Al Ross, assistant manager, the two latter of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To sell, purchase, or otherwise acquire, lease, convey, export, import, repair, remake, remodel, rebuild, service, trade and deal in, time clocks and time clock parts of all kinds and description;

To make, manufacture, produce, repair, remake, remodel, service, rebuild, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell lease, convey, transport, transfer, export, import, trade and deal in typewriters and kindred appliances, adding machines, cash registers, bookkeeping machines, dictaphones, addressographs, multigraphing machines and kindred appliances, office supplies' office furniture and office equipment of all sorts and descriptions and all other objects of a similar nature, under the name of "Canadian Simplex Sales Company", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 100 common shares of \$100.00 each and 100 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9454-o Assistant Deputy Attorney General.

✓✓ "Construction Quemont Inc."
"Quemont Constuction Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1945, incorporating: Arthur Laplante, of Quebec, Joseph Paul Chapleau and Guillaume Gingras, all three civil engineers, the two latter of the city and district of Montreal,

derniers des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre, surveiller et exécuter, pour son compte ou pour d'autres, des travaux de construction de toutes sortes, bâtir des maisons d'habitation et des édifices privés ou publics, ériger des ponts, des viaducs, des barrages et des quais, construire des routes, des chemins, des rues, des aqueducs et des égouts, aménager des terrains, et généralement exercer l'entreprise de constructeurs;

Acquérir, louer et exploiter des carrières de pierre et des gisements de sable et de gravier;

Acheter, louer, fabriquer et vendre des machines servant à la construction sous toutes ses formes, sous le nom de "Construction Quemont Inc." — "Quemont Construction Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuvième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général,

9484-o

L. DESILETS,

"Deanna May Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Louis Duchow, dessinateur, Bertha Marcus, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Duchow et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité de Montréal, Hylda Sherman, sténographe, fille majeure, Lillian Lazare, sténographe, fille majeure, les deux dernières de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, blouses, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes de soirée pour dames et demoiselles, vêtements de toute description quelconque pour dames, habits et vêtements de toutes sortes pour enfants; et marchands de lainages, soies, coton et de toutes sortes de tissus, garnitures, ornements et de toutes autres étoffes, objets et commodités utilisés dans la fabrication de vêtements pour dames et enfants;

Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, importateurs, exportateurs, marchands de gros, détaillants pour aucun et tous les articles ci-dessus mentionnés sur une base de commission ou autrement, sous le nom de "Deanna May Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

9455

P. FRÉNETTE,

"Embassy Importing Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Walter Gilbert Berger, Louis Bassior, marchands, Louis

Province of Quebec, for the following purpose:

To undertake, supervise and carry out, for itself or for others, construction works of all kinds, build dwelling houses and public or private buildings, erect bridges, viaducts, dams and wharves, build roads, highways, streets, sewerage and waterworks, to equip lands, and generally to carry on the trade of builders;

To acquire, lease and operate stone quarries and sand banks and gravel pits;

To buy, lease, manufacture and sell machines used in construction of all kinds, under the name of "Construction Quemont Inc." — "Quemont Construction Inc."

The amount of capital stock of the company is forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1945.

L. DESILETS,

9484

Deputy Attorney General.

"Deanna May Inc."

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies' Act, letters patent, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-third day of January, 1945, incorporating: Louis Duchow, designer, Bertha Marcus, housewife, wife separate as to property of Louis Duchow and duly authorized by him for these presents, all two of the City of Montreal, Hylda Sherman, stenographer, spinster, Lillian Lazare, stenographer, spinster, the two latter of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' dresses, blouses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds' and dealers in woollens, silks, cottons and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel;

To represent manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers for any and all of the abovementioned articles on a commission basis or otherwise, under the name of "Deanna May Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1945.

P. FRÉNETTE,

9455-o

Assistant Deputy Attorney General.

"Embassy Importing Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1945, incorporating: Walter Gilbert Berger, Louis Bassior, merchants, Louis Portner, accountant, all in the City and District

Portner, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme négociants, importateurs, exportateurs, manufacturiers, en gros et en détail, de toutes sortes de textiles et produits textiles, toiles, dentelles, laine, tissus de coton, soies, sous le nom de "Embassy Importing Co.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9456 P. FRENETTE.

"Garage Bouillon Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1945, constituant en corporation: George Ouimet, cultivateur, de Lachine, Ernest Regimbal, comptable, Jean-Louis Dorais, avocat, ces deux derniers de la ville de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter le commerce de garage, entreposer, entretenir, et réparer les automobiles, camions, remorques et autres véhicules;

Acheter, entreposer, vendre et utiliser la gazoline, le pétrole ou l'un quelconque de ses sous-produits l'huile à moteur, la graisse et en général tout lubrifiant servant à la marche et l'entretien des véhicules automobiles ou de tout autre moteur à combustion interne;

Acheter, entreposer, vendre ou autrement disposer, louer et utiliser tout outil, pièce mécanique et de rechange, pneus et tubes de caoutchouc, accessoires d'automobiles ou appareils mécaniques servant à la réparation, à l'entretien et à l'utilisation de tout véhicule automobile, sous le nom de "Garage Bouillon Limitée", avec un capital total de \$20,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuvième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9457-o P. FRENETTE.

"Gloves Limited"

Avis est, par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Paul Chartré, commerçant, de la cité de Québec, Omer Auclair, manufacturier, de St-Émile, comté de Québec, et Raymond Labadie, comptable, de Arvida, comté de Chicoutimi, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter en gros et en détail, exercer dans toutes les branches s'y rapportant en gros et en détail, le commerce de manufacturier, importateur et exportateur pour tous les articles du cuir ou des produits de cuir tels que spécialement des gants, pantoufles, chaussures, les articles de fantaisie, articles de bureau, articles de ménage ou tous autres produits similaires se rapportant à telle

of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as jobbers, importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail, of all kinds of textiles and textile products, linens, laces, wool, cotton fabrics, silks, under the name of "Embassy Importing Co.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9456-o Assistant Deputy Attorney General.

"Garage Bouillon Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1945, incorporating: George Ouimet, farmer of Lachine, Ernest Regimbal, accountant, Jean-Louis Dorais, advocate, the two latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the garage business, store, maintain and repair automobiles, trucks, towing-cars and other vehicles;

To buy, store, sell and use gasoline, petroleum or any of the by-products of same, motor oil, grease and in general all lubricants used in running or maintaining motor vehicles or any other internal-combustion motor;

To buy, store, sell or otherwise dispose of, lease and use any tool mechanical part and spare parts, tires and rubber tubes, accessories for automobiles or mechanical devices used in the repairing, maintaining and use of any motor vehicle, under the name of "Garage Bouillon Limitée", with a total capital stock of \$20,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9457 Assistant Deputy Attorney General.

"Gloves Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1945, incorporating: Paul Chartré, merchant, of the city of Quebec, Omer Auclair, manufacturer, of St-Émile, county of Quebec, and Raymond Labadie, accountant, of Arvida, county of Chicoutimi, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, carry on in all branches thereof, both wholesale and retail, the business of manufacturer, importer and exporter of all leather goods or leather products such as, more particularly, gloves, slippers, shoes, fancy goods, articles for the office or for the home or all other similar products connected with such a business without limiting the enumeration of same as aforesaid,

industrie sans se limiter à l'énumération plus haut faite, sous le nom de "Gloves Limited".

Le montant du capital-actions de la Compagnie sera de \$39,000.00, divisé en 390 actions de \$100.00 chacune, et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées sera de \$10,000.00, divisée en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9458-0 P. FRENETTE.

under the name of "Gloves Limited".

The amount of capital stock of the company will be \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each, and the part of the capital stock to be issued as preferred shares will be \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec

Dated at the office of the Attorney General, twenty-fifth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9458 Assistant Deputy Attorney General.

"Gor-Mar Lingerie Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1945, constituant en corporation: Norman Gorn, vendeur, Ben Marcus, manufacturier, Shirley Silverstein Marcus, teneuse de livres, épouse séparée de biens duit Ben Marcus, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, vendre, acheter, importer et exporter des vêtements et habits et lingerie de toute sorte et description pour femmes, hommes, bébés et enfants, des fournitures de toute sorte pour femmes, hommes, bébés et enfants, des vêtements de sport pour femmes, hommes bébés et enfants, articles de sport et vêtements de sport de toute sorte, de même que des marchandises sèches, tissus et toutes étoffes, sous le nom de "Gor-Mar Lingerie Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 368 ouest, rue Craig, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9459 P. FRENETTE.

"Gor-Mar Lingerie Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1945, incorporating: Norman Gorn, salesman, Ben Marcus, manufacturer, Shirley Silverstein Marcus, bookkeeper, wife separate as to property of the said Ben Marcus, and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import and export ladies' and gentlemen's and infant's and children's clothing and garments and underwear of every kind and description, ladies' and gentlemen's and infant's and children's furnishings of every kind, ladies' and gentlemen's and infant's and children's sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind, as well as dry goods, textiles and all cloths, under the name of "Gor-Mar Lingerie Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 400 shares of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at 368 Craig St. West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9459-0 Assistant Deputy Attorney General.

"Habitant Crafts Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Antonio Leclerc, comptable, Jeanne Dechêne, Alexandrine Myrand, sténos-dactylos, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, exercer et faire le commerce de décoration extérieure tels que bannières, drapeaux, écussons, tentures de toutes sortes sans limiter les objets qui entrent dans l'ornementation extérieure;

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, exercer et faire le commerce de décoration intérieure tels que tapis, tentures, meubles, rideaux, couvertures de lits et en particulier tout ce que l'artisanat québécois produit sans mettre de limites aux objets qui font partie de l'ornementation intérieure, sous le nom de "Habitant Crafts Inc." avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

"Habitant Crafts Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1945, incorporating: Antonio Leclerc, accountant, Jeanne Dechêne, Alexandrine Myrand, stenographers, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, engage in and carry on the business of exterior decoration, such as banners, flags, coats of arms, hangings of all kinds without limiting the objects which enter into exterior decoration;

To manufacture, buy, sell, import, export, engage in and carry on the business of interior decoration, such as carpets, hangings, furniture, curtains, bed-spreads and in particular everything which can be produced by Quebec handicraft without limiting the objects which form part of interior decoration, under the name of "Habitant Crafts Inc.", with a total capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Daté du bureau du procureur-général, le vingt-troisième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9460-o P. FRENETTE.

“Ideal Provision Co. Ltd.”

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois janvier 1945, constituant en corporation: Léon-D. Cresthol, avocat, de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, et Dame Queenie Marcovitch, fille majeure, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire en général, comme grossistes et détaillants, le commerce d'épiciers et de marchands de fruits;

Faire le commerce de toutes sortes de denrées alimentaires, articles de conserve, produits laitiers, poisson, fruits, végétaux et autres aliments, tant en gros qu'en détail;

Tenir magasin comme épiciers, bouchers et marchands de fruits, soit tout ensemble ou séparément, et obtenir un permis de la Commission des liqueurs de Québec pour vendre de la bière suivant les dispositions, les conditions et les règlements imposés par ladite Commission des liqueurs de Québec de la province de Québec ou par la cité de Montréal, sous le nom de “Ideal Provision Co. Ltd.”, avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois janvier 1945.

L'Assistant procureur général suppléant,
9461 P. FRENETTE.

“Jay-Dee Import Company Ltd.”

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze janvier 1945, constituant en corporation: Joseph Schecter, marchand, David William Heller, marchand, et Bernard Diamond, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métiers et commerce de manufacturiers, dessinateurs, producteurs, grossistes, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, commerçants, et distributeurs de toutes sortes de nouveautés, menus objets, ustensiles de cuisine, quincaillerie, verroterie, cadeaux, meubles, accessoires électriques, lampes électriques, abat-jour, chaises, tables, accessoires de maison, effets de ménage, bijoux de costume, vaisselle, coutellerie, jouets, articles en cuir, articles de toilette, et tous autres articles de même et semblable nature, sous le nom de “Jay-Dee Import Company Ltd.”, avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 396 rue LeMoyné, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le douze janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9462 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9460 Assistant Deputy Attorney General.

“Ideal Provision Co. Ltd.”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1945, incorporating: Léon-D. Cresthol, advocate, of the City of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, and Dame Queenie Marcovitch, spinster, of the full age of majority, the two latter of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business generally of grocers and fruit merchants, both wholesale and retail:

To deal in all forms of foods, canned goods, dairy products, fish, fruits, vegetables and other edibles, both as wholesalers and retailers;

To operate stores as grocers, butchers and fruit merchants, either together or separately and to be permitted to obtain from the Quebec Liquor Commission a License to sell Beer under such terms, conditions and regulations as may be imposed upon by the said Quebec Liquor Commission of the Province of Quebec or by the City of Montreal, under the name of “Ideal Provision Co. Ltd.” with a capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9461-o Assistant Deputy Attorney General.

“Jay-Dee Import Company Ltd.”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1945, incorporating: Joseph Schecter, merchant, David William Heller, merchant, and Bernard Diamond, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers and distributors of all kinds of novelties, smallwares, kitchenware, hardware, glassware, giftware, furniture, electrical supplies, electric lamps, lamp shades, chairs, tables, household accessories, household effects, costume jewellery, dishes, cutlery, toys, leather goods, toilet articles, and all other articles of a similar and like nature, under the name of “Jay-Dee Import Company Ltd.”, with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$10.000 each.

The head office of the company will be at 396 LeMoyné Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9462 o Assistant Deputy Attorney General.

"Kent Manufacturing Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: James Rogers Dwane, directeur de ventes, Si. Michaels, marchand, Irving Lansky, tailleur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des gilets, jupes, tuniques et blouses, vêtements de sport, robes costumes et manteaux pour dames et enfants et manufacturer des vêtements d'aucune description quelconque pour dames; bretelles, jarretelles, nouveautés, marchandises sèches, jouets, parapluies, bibelots, ornements, chapeaux, fourrures et casquettes, sous le nom de "Kent Manufacturing Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9463 P. FRENETTE.

"Kent Manufacturing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1945, incorporating: James Rogers Dwane, sales Director, Si. Michaels, merchant, Irving Lansky, cutter, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever; braces, suspenders, novelties, dry goods, toys, umbrellas, notions, ornaments, hats, furs and caps, under the name of "Kent Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9463-o Assistant Deputy Attorney General.

"Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1945, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, tous deux avocats, et Jack Klineberg, notaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce qui consiste à manufacturer et vendre des brûleurs à l'huile et toutes pièces et tous accessoires d'iceux, réchauffeurs d'eau, poêles d'hôtel, machines à persser, fournaies à air chaud, "arcolas", fourneaux, poêles de cuisine, générateurs de vapeur à haute pression, et pour usage domestique; des bouilloires et fournaies de maison et pour fins générales de chauffage de toute description; acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, d'effets et marchandises, connexes à iceux, sous le nom de "Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9464 P. FRENETTE.

"Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, both advocates, and Jack Klineberg, notary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of the manufacture and sale of Oil Burners and parts and supplies therefor, Water Heaters, Hotel Ranges, Pressing Machines, Hot Air Furnaces, arcolas, Bake Ovens, Cook Stoves, High Pressure Steam Generators, and for Domestic use; home boilers and furnaces and for general heating purposes of every description; to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise, germane to the foregoing, under the name of "Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9464-o Assistant Deputy Attorney General.

"La Cie d'Autobus Rimouski, Ltée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, avocat, Claude Gagnon, étudiant, Lucienne Michaud, secrétaire, tous trois de la ville de Rimouski, district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation d'omnibus, autobus, taxi-cabs, autocars, auto-camions, véhicules-moteurs ou autres moyens de transport publics ou privés

"La Cie d'Autobus Rimouski, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: Paul-Émile Gagnon, advocate, Claude Gagnon, student, Lucienne Michaud, secretary, all three of the town of Rimouski, district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate omnibuses, autobuses, taxi-cabs, automobiles, motor trucks, motor vehicles or other means of public or private transportation

et généralement faire par les moyens ci-dessus le commerce de transport de passagers et marchandises;

Faire l'exploitation de garages, boutiques de réparation générale, postes de service et autres endroits pour la vente, mise en sécurité et réparation de véhicules moteurs et engins de toutes sortes, pièces, accessoires, gazoline et autres combustibles pour moteurs, huiles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de "La Cie d'Autobus Rimouski, Ltée".

Le capital-actions de la compagnie sera composé de trois cents actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair qui seront émises à un montant non inférieur à \$10.00 chacune et de vingt actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars chacune;

Le capital avec lequel la compagnie pourra commencer ses opérations, sera de \$5,000.00.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Rimouski, district de Rimouski.

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9465-o P. FRENETTE.

and in general by the aforesaid means the business of transportation of passengers and merchandise;

To operate garages, general repair shops, service stations and other premises for the sale, safekeeping and repairing of motor vehicles and engines of all kinds, parts and accessories, gasoline and other fuel for motors, oil and lubricants of all kinds, under the name of "La Cie d'Autobus Rimouski, Ltée".

The capital stock of the company will be composed of three hundred common shares without nominal or par value and will be issued at an amount not less than \$10 each and twenty preferred shares of a par value of one hundred dollars each.

The capital stock with which the company may commence its business will be \$5,000.

The head office of the company will be in the town of Rimouski, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9465 Assistant Deputy Attorney General.

"La Cie de Construction de St-Jérôme Ltée"
"St. Jerome Construction Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Louis Nicolas, architecte, Raymond Raymond, avocat, tous deux de la ville de St-Jérôme, district de Terrebonne, et Richard Raymond, agent d'immeuble, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général le commerce et le métier d'entrepreneurs et constructeurs et tous autres commerces se rapportant à ceux, sous le nom de "La Cie de Construction de St-Jérôme Ltée" — "St. Jerome Construction Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-troisième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9466-o P. FRENETTE.

"La Cie de Construction de St-Jérôme Ltée"
"St. Jerome Construction Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January 1945, incorporating: Louis Nicolas, architect, Raymond Raymond, advocate, both of the town of St-Jérôme, district of Terrebonne, and Richard Raymond, real estate agent, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business and trade of contractors and builders, and any other businesses connected therewith, under the name of "La Cie de Construction de St-Jérôme Ltée" — "St. Jérôme Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9466 Assistant Deputy Attorney General.

"La Compagnie d'Artigny Limitée"
"The d'Artigny Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1945, constituant en corporation; Fernand Turgeon, Marcel Laverdière, comptables, Marcelle Guertin, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaire comme commerçant en gros et en détail des produits suivants:

Des produits de la terre et de la mer et des animaux tels que fruits, légumes, poissons, épicerie, marchandises sèches, vêtements, lingerie, lainages, liqueurs douces ou autres, sous le nom de "La Compagnie d'Artigny Limitée" — "The d'Artigny Company Limited", avec un capital total de \$15,000 divisé en 1,500 actions de \$10 chacune.

"La Compagnie d'Artigny Limitée"
"The d'Artigny Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1945, incorporating: Fernand Turgeon, Marcel Laverdière, accountants, Marcelle Guertin, stenographer, spinster, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail dealer in the following products:

Products of the land, the sea and animals, such as fruit, vegetables, fish, groceries, dry-goods, clothing, underwear, woollens, soft drinks or other beverages, under the name of "La Compagnie d'Artigny Limitée" — "The d'Artigny Company Limited", with a total capital stock of \$15,000 divided into 1,500 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9467-o P. FRENETTE.

"Lady Davis Foundation"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Lady Henriette Meyer Davis, dame temporairement des cité et état de New-York, États-Unis d'Amérique, veuve de feu Sir Mortimer Barnet Davis, en son vivant des cité et district de Montréal, chevalier; Hyman Ernest Herschorn, des cité et district de Montréal, notaire public; Andrew Reiner, des cité et état de New-York, États-Unis d'Amérique, avocat-conseil, et Dame Cairine Reay Mackay Wilson, sénatrice de la Puissance du Canada, épouse de Norman F. Wilson, d'Ottawa, Ontario, dans les buts suivants:

Promouvoir, maintenir et seconder tous efforts philanthropiques, et/ou bienveillants et/ou charitables d'aucune et de toute sorte et nature, sous le nom de "Lady Davis Foundation".

Le revenu annuel de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est limité à cinquante mille (\$50,000) dollars.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf mars 1945.

L'Assistant-procureur général,
9486 L. DESILETS.

"Lencourt Gold Mines Limited"

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril 1945, constituant en corporations Frederick Thomas Collins, avocat et conseil en Loi du roi, John Curliss Puddington, Constance Garner Short, avocats, Bruce Forbes, directeur, et Eileen Mary Ellis, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ses minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Lencourt Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six avril 1945.

L'Assistant-procureur général,
9485 L. DESILETS.

The head office of the company will be in Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9467 Assistant Deputy Attorney General.

"Lady Davis Foundation"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1945, incorporating without capital share: Lady Henriette Meyer Davis, gentlewoman, temporarily of the City and State of New York, United States of America, widow of the late Sir Mortimer Barnet Davis, in his lifetime of the City and District of Montréal, Knight; Hyman Ernest Herschorn, of the City and District of Montréal, Notary Public; Andrew Reiner, of the City and State of New York, United States of America, Counsellor-at-Law, and Dame Cairine Reay Mackay Wilson, Senator of the Dominion of Canada, wife of Norman F. Wilson, of Ottawa, Ontario, for the following purposes:

To establish, maintain and assist philanthropic and/or benevolent and/or charitable endeavours of any and every kind and nature, under the name of "Lady Davis Foundation".

The annual revenue from the immovable property which the corporation may possess, is to be limited to Fifty thousand (\$50,000.) dollars.

The head office of the corporation will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1945.

L. DESILETS,
9486-o Deputy Attorney General

"Lencourt Gold Mines Limited"

(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1945, incorporating: Frederick Thomas Collins, advocate and King's Counsel, John Curliss Puddington, Constance Garner Short, advocates, Bruce Forbes, manager, and Eileen Mary Ellis, secretary, spinster, all of the City and District of Montréal, Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Lencourt Gold Mines Limited" (No personal liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 common shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1945.

L. DESILETS,
9485-o Deputy Attorney General.

"Les Anciens de Shawinigan"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de février 1945, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Oscar Houde, technicien, J.-Alfred Prévost, comptable, tous deux de la ville de Montréal, et Aquila Dehauffe, industriel, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper en association les personnes ayant demeuré à Shawinigan Falls, dans le but d'entretenir entre elles un esprit de camaraderie, de les récréer et de leur aider dans la mesure du possible, sous le nom de "Les Anciens de Shawinigan".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille (\$100,000.00) dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingtième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général,

9487-o

L. DESILETS,

"Laurentian Trading Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, avocats et conseils en loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce qui consistent à négocier en gros et à vendre en détail du cuir et des marchandises en cuir: soies, composés de soie, lainage et ses composés à la verge et autrement, des vêtements prêts à porter, de tissus de quelque composition que ce soit pour hommes, femmes et enfants, de doublures, d'articles de fantaisie et nouveautés, accessoires de maison, ornements et bijouterie, dispositifs et appliques électriques, jouets de composition quelconque et montres et horloges, sous le nom de "Laurentian Trading Co. Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

9469

P. FRENETTE.

"Lecker Super Fit Lingerie Inc"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1945, constituant en corporation: William Lecker, Sydney Lecker, manufacturiers, tous deux de la cité de Montréal, Théodore Lecker, manufacturier, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, de cotonnades, lainages, soieries,

"Les Anciens de Shawinigan"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: J. Oscar Houde, technician, J. Alfred Prévost, accountant, both of the city of Montreal, and Aquila Dehauffe, manufacturer, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To group into an association persons who have lived at Shawinigan Falls, for the purpose of maintaining amongst them s spirit of good-fellowship, for their amusement and to assist them in every possible measure, under the name of "Les Anciens de Shawinigan".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000).

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1945.

L. DESILETS,

9487

Deputy Attorney General

"Laurentian Trading Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1945, incorporating: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, advocates and King's Counsels and Ezra Leithman, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of jobbing in wholesale and selling by retail of leather and leather goods: silks, silk composites, woollens and its composites by the yard and otherwise, in made up garments, men's, women's and children's in textiles of whatever composition, in linings, in notions and novelties, household accessories, ornaments and jewellery, electrical appliances and fixtures, toys of whatever composition and watches and clocks, under the name of "Laurentian Trading Co. Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1945.

P. FRENETTE,

9469-o

Assistant Deputy Attorney General.

"Lecker Super Fit Lingerie Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: William Lecker, Sydney Lecker, manufacturers, both of the City of Montreal, Theodore Lecker, manufacturer, of the City of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of

toiles et vêtements de toute sorte; faire le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toute sorte de lingerie pour femmes et enfants, robes d'intérieur, blouses d'artiste, robes, habits de sport et en général vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Lecker Super Fit Lingerie Inc.", avec un capital total de \$49,900, divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix janvier 1945.

L'Assistant-procureur général Suppléant,
9470 P. FRENETTE.

"Ligue Antituberculeuse de Val d'Or"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1945; constituant en corporation sans capital-actions: Dr Jean Matton, médecin, Lucien Godin, annonceur, Albert Gagnon, employé civil, tous de la ville de Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Opérer un ou des camps d'été comme préventoriums pour les enfants enclins à la tuberculose;

Prélever par divers moyens les fonds nécessaires à la construction, à l'entretien des bâtisses, à la rémunération du personnel médical et domestique et généralement pour défrayer toutes dépenses nécessaires, sous le nom de "Ligue Antituberculeuse de Val d'Or",

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille (\$25,000) dollars.

Le siège social de la corporation sera à Val d'Or, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, le trente et unième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9471-o P. FRENETTE.

"Majestic Photo Mounts Ltd"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Michæl Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Michæl C. Herman, avocats, Irene Rubin, fille majeure, secrétaire, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et autrement acquérir, vendre et autrement disposer, échanger, manufacturer, exporter importer, distribuer, négocier et autrement faire le commerce de montures pour photos, cadres, nouveautés, ornements, articles électriques, menus objets, bibelots, marchandises en plastique, produits en métal et en bois, articles de toilette, jouets, accessoires de maison, vêtements de sports habits, vêtements pour enfants, modes, vêtements, tissus, coton, drap et dentelles et marchandises imperméables, marchandises sèches, fourrures, filés, et agir comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, costumiers, pelletiers, gantiers et marchands de vêtements, et agir comme agents de manufactu-

every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of ladies, and children's lingerie, housecoats, smocks, dresses, sportswear and generally garments of all kinds, under the name of "Lecker Super Fit Lingerie Inc.", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 499 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9470-o Assistant Deputy Attorney General.

"Ligue Antituberculeuse de Val d'Or"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Jean Matton, physician, Lucien Godin, announcer, Albert Gagnon, civil employee, all of the town of Val d'Or, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate one or more fresh-air camps as preventoriums for children who have a tendency to tuberculosis;

To raise, by various means, the necessary funds for the building, maintenance of buildings, remuneration of the medical and domestic staff and in general to defray all necessary expenses, under the name of "Ligue Antituberculeuse de Val d'Or".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Val d'Or, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9471 Assistant Deputy Attorney General.

"Majestic Photo Mounts Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1945, incorporating: Michæl Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Michæl C. Herman, advocates, Irene Rubin, spinster, secretary, the three latter of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, exchange, manufacture, export, import, distribute, trade in and otherwise deal in photo mounts, frames, novelties, ornaments, electrical goods, small wares, notions, plastic goods, metal and wood products, toilet requisites, toys, household appliances, sportswear, clothing, children's wear, millinery, wearing apparel, fabrics, cottons, cloth and laces and waterproof goods, dry goods, furs, tweeds, and to act as tailors, drapers, hosiers, costumiers, furriers, gloves and dealers in garments, and to act as manufacturers' agents or commission agents, under the name of "Majestic Photo Mounts Ltd.", with a total

riers ou comme agents à commission, sous le nom de "Majestic Photo Mounts Ltd", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9472 P. FRENETTE.

"Metallic Crystal Gauge Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Joseph Henry Freedman, avocat, James Callaghan, comptable, Sally Winton, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Dessiner, faire, fabriquer et manufacturer des matrices, formes, coulées composées soit de métal, verre, plastique ou de bois pour la fabrication ou pour d'autres industries;

Exercer le commerce qui consiste à vendre, en gros et en détail, ou l'un ou l'autre, des matrices, formes, coulées composées soit de métal, verre, plastique ou de bois;

Manufacturer des articles en métal, verre, plastique ou en bois;

Manufacturer des essoreuses, instruments et appareils de communication radiophonique, réfrigérateurs, glacières électriques et instruments de télévision et les pièces de tous ces appareils ci-devant mentionnés, sous le nom de "Metallic Crystal Gauge Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2704 rue Masson, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9473 P. FRENETTE.

**"Métropole Construction Ltée"
"Metropole Construction Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Madame Hector Rabagliati, veuve de Hector Rabagliati, sténographe, Maurice Bériault, étudiant en droit, Jean-M. Bériault, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour construire et aménager des structures publiques et privées, bâtir, faire exécuter, aménager, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler des travaux de toute description, y compris des travaux publics et commodités de toutes espèces, expression qui ne doit souffrir aucune restriction dans son sens général par ce qui suit, et qui comprend des docks, hâves, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, irrigations, réclamations, améliorations, tuyaux d'égout, de drainage, d'hygiène, service hydraulique, usines à gaz, téléphone, tunnels, moulins à ciment, voies souterraines, hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, ainsi que tous travaux et commodités publiques et privés; exercer sous toutes ses formes di-

capital stock of \$5,000.00 divided into 50 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9472-o Assistant Deputy Attorney General.

"Metallic Crystal Gauge Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1945, incorporating: Joseph Henry Freedman, advocate, James Callaghan, accountant, Sally Winton, spinster, secretary, all in the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To design, make, fabricate and manufacture dies, forms, castings composed either of metal, glass, plastic, or wood for the manufacturing or other trades;

To carry on the business of selling, wholesale and retail, or either, dies, forms, castings composed either of metal, glass, plastic or wood;

To manufacture articles of metal, glass, plastic, or wood;

To manufacture washing machines, radio communication instruments and sets, refrigerators, frigidaires and television instruments and the parts of all such aforementioned devices, under the name of "Metallic Crystal Gauge Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 2704 Masson Street, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9473-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Métropole Construction Ltée"
"Metropole Construction Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1945, incorporating: madame Hector Rabagliati, widow of Hector Rabagliati, stenographer, Maurice Bériault, law student, Jean M. Bériault, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for the construction and equipment of public and private buildings, to build, carry out, execute, equip, improve, operate, develop, administer, manage and control works of every description, including public works and commodities of every kind, said expression not being liable to any restriction, as to its general sense, by that which follows, and which includes docks, harbours, piers, wharves, canals, réservoirs, dams, irrigations, reclamations, improvements, sewer pipes, drainage, hygiene, waterworks service, gas plants, telephone, tunnels, cement mills, subways, hotels, warehouses, markets and public buildings and also any works or conveniences, whether public or private; to carry on, under all the various

verses l'industrie de marchands de pierre, brique, bois, fer, ainsi que d'autres matériaux et nécessités de construction, exercer aussi généralement le commerce de constructeurs et entrepreneurs; se livrer à la fabrication de toutes les sortes de munitions, d'artillerie de guerre ou du matériel de guerre, sous le nom de "Métropole Construction Ltée" — "Metropole Construction Ltd.", avec un capital total de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9474-o P. FRENETTE.

"Modern Farm Equipment Company Limited"
"La Mécanique Agricole Moderne, Limitée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Paul-Frédéric Bugeaud, inspecteur, Charles-Edouard Laquerre, pointeur, tous deux de la cité de Montréal, et Yvonne Quesnel, opératrice, célibataire, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire la fabrication, l'achat, la vente, la location, l'échange et le commerce d'instruments, de machines, d'appareils de toute description et de leurs pièces, se rapportant à l'industrie agricole, fermière, et laitière et tout autre commerce connexe;

Faire la fabrication, l'achat, la vente, la location, l'échange d'instruments, de machines, d'appareils de toute description et de leurs pièces, se rapportant aux travaux de défrichement et de colonisation, de construction, d'entretien et de réparations des routes et tout autre commerce ou industrie connexes, sous le nom de "Modern Farm Equipment Company Limited" — "La Mécanique Agricole Moderne, Limitée"; avec un capital total de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9468-o P. FRENETTE.

"Paradis Automobile Ltée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Roland Paradis, commerçant, Marcel Boulay, agent, Rachel Perreault, ménagère, épouse commune en biens dudit Roland Paradis et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail des pneus et accessoires d'automobiles, importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre des automobiles, des pneus et tous articles en caoutchouc, capotes et carrosseries d'automobiles, gazoline, pétrole, huile ainsi que tous les effets, articles, marchandises, outils, équipement, se rattachant à l'industrie et au commerce de l'automobile;

forms thereof, the business of dealers in stone, brick, wood, iron, and also other building materials and requisites, also carry on business generally as builders and contractors; to engage in the manufacturing of all kinds of munitions, war ammunition, or war material, under the name of "Métropole Construction Ltée" — "Metropole Construction Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9474 Assistant Deputy Attorney General.

"Modern Farm Equipment Company Limited"
"La mécanique Agricole Moderne, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1945, incorporating: Paul-Frédéric Bugeaud, inspector, Charles-Edouard Laquerre, marker, both of the city of Montreal, and Yvonne Quesnel, operator, spinster, of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, lease, exchange and deal in instruments, machines, apparatus of every description and parts thereof, connected with the agricultural, farm and dairy industries; and carry on any other business connected therewith;

To manufacture, purchase, sell, lease, exchange, instruments, machines, apparatus of every kind and parts thereof, connected with clearing and colonization works construction, maintenance and repairing of roads and any other business or industry connected therewith, under the name of "Modern Farm Equipment Company Limited" — "La Mécanique Agricole Moderne, Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9468 Assistant Deputy Attorney General.

"Paradis Automobile Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1945, incorporating: Roland Paradis, trader, Marcel Boulay, agent, Rachel Perreault, housekeeper, wife common as to property of said Roland Paradis, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail in tires and automobile accessories, import, export, manufacture, purchase, sell automobiles, tires and all rubber goods, automobile-tops and carriages, gasoline, petroleum, oil, also any goods, articles, merchandise, tools, equipment connected with the automobile business and trade;

Acheter, acquérir, posséder et vendre en gros et en détail des automobiles, des taxicabs, camions et toutes sortes de véhicules moteurs et accessoires neufs ou usagés;

Faire toutes réparations d'automobiles, débossages, carrosseries, peintures et tous autres travaux de réparations nécessaires, sous le nom de "Paradis Automobile Ltée", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-septième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9475-o P. FRENETTE.

"S. L. Blais Cie Ltée"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Charles-Auguste Sylvestre, de la ville d'Outremont, Émérentien Lacroix, de Ville Mont-Royal, tous deux avocats, Marcelle Langlois, célibataire, stenographe, de la Cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Poursuivre un commerce de quincaillerie, ferronnerie, matériaux de construction, construction, réparation, réfection, articles de sport, accessoires d'automobiles, fixtures et appareils électriques, articles d'ornementation, bibelots, poteries, coutelleries, machineries quelconques; acquérir tout commerce connexe ou s'y rapportant, sous le nom de "S. L. Blais Cie Ltée", avec un capital total de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Villa LaSalle, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-troisième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9476-o P. FRENETTE.

"Standard Structural Steel Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat, Mademoiselle Quennie Marcovitch, fille majeure, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et M. Léon Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et généralement faire le commerce d'acier pour la construction d'aucune sorte quelconque;

Acheter, vendre, manufacturer ou généralement faire le commerce de machinerie d'usine, instruments, outils, commodités et autres matériaux susceptibles d'être utilisés dans des opérations avec de l'acier et autres que la compagnie peut exercer, sous le nom de "Standard Structural Steel Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6333 Blvd. St-Laurent, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9477 P. FRENETTE.

To purchase, acquire, own and sell, wholesale and retail, automobiles, taxicabs, trucks and any kind of motor vehicles and accessories, whether new or used;

To carry on any kind of automobile repair, denting, carriage, paint and any other repair work required, under the name of "Paradis Automobile Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9475 Assistant Deputy Attorney General.

"S. L. Blais Cie Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1945, incorporating: Charles-Auguste Sylvestre, of the city of Outremont, Émérentien Lacroix, of the Town of Mount Royal, both advocates, Marcelle Langlois, spinster, stenographer, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in hardware, ironware, materials for building, construction, repairing, remaking; articles of sport, automobile accessories, electric fixtures and appliances, ornaments, knick-knacks, pottery, cutlery, machinery whatsoever; to acquire any business connected therewith or incidental thereto, under the name of "S. L. Blais Cie Ltée", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the Town of LaSalle, district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9476 Assistant Deputy Attorney General.

"Standard Structural Steel Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1945, incorporating: Murray Lapin, advocate, Miss Quennie Marcovitch, spinster, secretary, both of the City of Montreal, and Mr. Leon Crestohl, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and generally deal in structural steel of any nature whatsoever;

To buy, sell, manufacture or generally deal in plant machinery, implements, tools, conveniences and other provisions capable of being used in connection with the steel and other operations which the company may carry on, under the name of "Standard Structural Steel Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 6333 St-Laurence Blvd., in the City of Montreal, in the District of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9477-o Assistant Deputy Attorney General.

"Standard Woodenware Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1945, constituant en corporation: Paul Lemieux, comptable, Gisèle Girard, commis de bureau, Richard R. Alleyn, avocat, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de fabrication et faire en gros et en détail le commerce d'achat, vente, distribution, importation et exportation de marchandises dans lesquelles le bois ou le métal ou des substances composées ou synthétiques sont parties constituantes, le commerce d'immeubles, l'achat et la vente de valeurs mobilières et immobilières, le tout comme principal, agent, courtier ou marchand à commission, sous le nom de "Standard Woodenware Ltd."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000), divisé en 990 actions de cent dollars (\$100) chacune;

La partie du capital actions qui sera émise comme actions privilégiées est de quatre-vingt mille dollars (\$80,000) divisée en 800 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9478-o P. FRENETTE.

"Standard Woodenware Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1945, incorporating: Paul Lemieux, accountant, Gisèle Girard, office clerk, Richard R. Alleyn, advocate, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the manufacturing business, and deal, wholesale and retail, in the purchase, sale, distribution, importation and exportation of merchandise wherein wood or metal, or compound or synthetic substances, form a component part, carry on the real estate business, the purchase and sale of movable and immovable securities, the whole as principal, agent, broker or commission merchant, under the name of "Standard Woodenware Ltd."

The amount of the company's capital stock will be ninety-nine thousand dollars (\$99,000) divided into 990 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is eighty thousand dollars (\$80,000) divided into 800 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Lévis, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9478 Assistant Deputy Attorney General.

"Stevens Agencies Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Pierre A. Badeaux, avocat et conseil en loi du Roi, Jean E. Badeau, avocat, et Margaret E. Cox, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général le commerce en gros et en détail d'importateurs et exportateurs de marchandises sèches, tissus, marchandises en cuir, habits, robes, marchandises de fantaisie, articles de toilette, soit comme marchands de gros ou détaillants, et exercer le commerce comme agents à commission d'importation et d'exportation, sous le nom de "Stevens Agencies Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 460 rue, St-Jean, dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9479 P. FRENETTE.

"Stevens Agencies Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1945, incorporating: Pierre A. Badeaux, advocate and King's Counsel, Jean E. Badeaux, advocate, and Margaret E. Cox, spinster, secretary, all in the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of wholesale and retail importers and exporters in dry goods, fabrics, leather goods, suits, dresses, fancy goods, toilet articles, either as wholesalers or retailers, and to carry on the business of commission agents in importation and exportation; under the name of "Stevens Agencies Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 460 St-John Street, in the City and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9479-o Assistant Deputy Attorney General.

"St-Gabriel Clothing Co. Ltd."

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix janvier 1945, constituant en corporation: George Irwin Harris, avocat, George Gerald Richstone, notaire, Pauline Sommer, secrétaire, fille majeure, tous des cité et dis-

"St-Gabriel Clothing Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1945, incorporating: George Irwin Harris, advocate, George Gerald Richstone, notary, Pauline Sommer, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of

trict de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de manufacturiers de vêtements et lingerie de toutes sortes pour hommes et femmes, enfants et adultes, sous le nom de "St-Gabriel Clothing Co. Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de St-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, le dix janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9480 P. FRENETTE.

"The Suburban News Ltd."

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf janvier 1945, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat et conseil en loi du roi, de la cité de Montréal, Jean Martineau, avocat et conseil en loi du roi, de Ste-Geneviève de Pierrefonds, Madeline Frances Brennan, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, imprimer, éditer, diriger et mettre en circulation ou autrement faire le commerce de tout journal ou tous journaux ou autre publication, et en général faire le commerce de propriétaires de journaux et éditeurs généraux;

Exercer, si et lorsqu'il le semblera désirable, les métiers et commerces d'imprimeurs généraux, lithographes, graveurs et agents de publicité, sous le nom de "The Suburban News Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9481 P. FRENETTE.

"Young Mimics Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Marcus M. Sperber, Clarence Reuben Gross, avocats, et Solomon Vineberg, notaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce de vêtements et habits de sport pour enfants et en général de vêtements de tous genres pour enfants dans la province de Québec, sous le nom de "Young Mimics Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9482 P. FRENETTE.

Québec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds to be worn by male and female, children and adults, sous le nom de "St-Gabriel Clothing Co. Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the village of St-Gabriel de Brandon, County of Berthier, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9480-o Assistant Deputy Attorney General.

"The Suburban News Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1945, incorporating: Frank Bernard Chauvin, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, Jean Martineau, advocate and King's Counsel, of Ste-Geneviève de Pierrefonds, Madeline Frances Brennan, stenographer, spinster of the City of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, print, publish, conduct and circulate or otherwise deal with any newspaper or newspapers or other publication, and generally to carry on the business of newspaper proprietors and general publishers;

To carry on, if and when it shall seem desirable, the trade or business of general printers, lithographers, engravers and advertising agents under the name of "The Suburban News Ltd." with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9481-o Assistant Deputy Attorney General.

"Young Mimics Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1944, incorporating: Marcus M. Sperber, Clarence Reuben Gross, advocates, and Solomon Vineberg, notary, all of the City and District of Montréal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and wearing children's outer wear and sports-wear, and general children's wear, of all types throughout the Province of Quebec, under the name of "Young Mimics Inc.", with a total capital stock of \$30,000.00, divided into 1,000 common shares of \$10.00 each, and 2,000 preferred shares of \$10.00 each.

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9482-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Club de Raquette Belmont Incorporé"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuvième jour d'avril 1945, à la corporation "Club de Raquette Belmont Incorporé" ratifiant un règlement augmentant les pouvoirs de ladite corporation en portant de \$4,000.00 à \$14,000.00 la valeur immobilière que peut posséder celle-ci.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant
9483-o P. FRENETTE.

"Club de Raquette Belmont Incorporé"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of April, 1945, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, to the corporation "Club de Raquette Belmont Incorporé" ratifying a by-law increasing the powers of the said corporation by increasing the value of the immovable property which it may possess from \$4,000 to \$14,000.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1945.

P. FRENETTE,
9483 Assistant Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 236252. Dame Sally Miller, de la cité de Montréal, épouse de Moe Boxerman, demanderesse, vs Moe Boxerman, marchand des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 2ième jour de juin 1945.

Montréal, le 4 juin 1945.
Les Procureurs de la demanderesse,
9503 GAMEROFF & FENSTER.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 236252. Dame Sally Miller of the City of Montreal, wife of Moe Boxerman, plaintiff, vs Moe Boxerman, merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 2nd day of June, 1945.

Montreal, June 4, 1945.
GAMEROFF & FENSTER,
9503-o Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. 236.025. Dame Elizabeth Deguire, épouse commune en biens de Laurent Masse, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Laurent Masse, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 mai 1945.

Montréal, le 4 juin 1945.
Les Procureurs de la demanderesse,
9502-o BERTRAND, PINARD, PIGEON & OZÈRE.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 236.025. Dame Elizabeth Deguire, wife common as to property of Laurent Masse, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Laurent Masse, merchant, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on May 23rd, 1945.

Montreal, June 4th, 1945.
BERTRAND, PINARD, PIGEON & OZÈRE,
9502 Attorneys for the plaintiff.

Cour Supérieure: District de Montréal, No. 236311. Dame Aline Malo, épouse commune en biens de Lucien Barrette, barbier, de Verdun dit district: vs Lucien Barrette, des mêmes lieux.

Une action en séparation de biens a été instituée le 5 juin 1945, en cette cause.

Montréal, ce 5 juin 1945.
Les Procureurs de la demanderesse,
9507-o COTÉ & POUPART.

Superior Court, District of Montreal, No. 236311. Dame Aline Malo, wife common as to property of Lucien Barrette, barber, of Verdun, said district, vs Lucien Barrette, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted on the Fifth of June 1945, in this case.

Montreal, this 5th, of June, 1945.
COTÉ & POUPART,
9507-o Attorneys for the Plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure N° 235794. Dame GABRIELLE DESMARAIS, demanderesse, vs ERNEST GRAVEL, défendeur.

La demanderesse en cette cause, Dame Gabrielle Desmarais, épouse de Ernest Gravel, commis, des cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 1er juin 1945.
Les Procureurs de la demanderesse,
9530-o LAMARRE & BLAIN.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 235794. Dame GABRIELLE DESMARAIS, plaintiff; vs ERNEST GRAVEL, defendant.

The plaintiff in the present case, Dame Gabrielle Desmarais, wife of Ernest Gravel, clerk, of the city and district of Montreal, has instituted an action against her husband for separation as to property.

Montreal, June 1st 1945.
LAMARRE & BLAIN,
9530 Attorneys for plaintiff.

Action en séparations de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 236143. Dame Yvonne Plante, demanderesse, vs Antonio Lacroix, défendeur.

Une action en séparation de corps et biens a été ce jour instituée en cette cause.

Montréal, ce 30ième jour de mai 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
9504-o VINCENT DUPUIS.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 236143. Dame Yvonne Plante, plaintiff, vs Antonio Lacroix, defendant.

An action for separation as to bed and board and as to property has been instituted this day in this cause.

Montreal, this 30th day of May, 1945.

VINCENT DUPUIS,
9504-o Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRETÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1918

Québec, le 24 mai 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications aux règlements en exécution de la Loi relative aux électriciens et aux installations électriques.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 47 de la loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 172), le Lieutenant-Gouverneur en conseil a le pouvoir d'adopter les règlements nécessaires pour la mise à exécution de cette loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier les règlements actuellement en vigueur sanctionnés par l'arrêté en conseil numéro 2780 du 20 juillet 1940 et modifiés par les arrêtés en conseil numéros 3153 du 27 août 1940, 708 du 20 mars 1943, 1638 du 23 juin 1943 et 4834 du 7 décembre 1944;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que lesdits règlements soient modifiés de la manière suivante:

1.— Lesdits règlements sont modifiés en insérant après l'article 11, les deux articles suivants:

"11a.— Duplicata.

Le Bureau des examinateurs peut remplacer une licence ou un carnet d'apprenti volé, perdu ou détruit, sur présentation des preuves suffisantes. Les honoraires d'émission de ces duplicata sont de \$1.00."

"11b.— Photographie.

Toute personne demandant l'émission ou le renouvellement d'une licence C, D ou d'un carnet d'apprenti doit remettre au bureau, en double, une photographie d'une grandeur de 2" x 2", représentant distinctement ses traits. Le bureau affixe un de ces doubles à la licence ou au carnet et y appose son sceau."

2.— Le paragraphe 2 de l'article 12 desdits règlements est remplacé par le suivant:

"2.— Le bureau fournit au candidat un carnet d'apprenti."

3.— L'article 13 desdits règlements est modifié en remplaçant le troisième alinéa par les suivants:

"Il est requis autant de permis qu'il y a d'installations distinctes. L'installation de chaque consommateur constitue une installation distincte."

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1918

Quebec, May 24, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the regulations under the Electricians' and Electrical Installations Act.

WHEREAS, pursuant to section 47 of the Act respecting Electricians and Electrical Installations (Revised Statutes 1941, chapter 172), the Lieutenant-Governor in Council may adopt all regulations required for the administration of this Act;

WHEREAS it is advisable to amend the regulations actually in force, ratified by Order in Council number 2780, of July 20, 1940, and amended by Orders in Council Numbers 3153, of August 27, 1940, 708, of March 20, 1943, 1638, of June 23, 1943, and 4834, of December 7, 1944;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said regulations be amended in the following manner:

1.— The said regulations are amended by inserting, after article 11, the following two articles:

"11a.— Duplicate.

The Board of Examiners may replace a license or an apprentice book which was stolen, lost or destroyed upon presentation of sufficient proofs. The fees for the issue of such duplicates shall be \$1.00."

"11b.— Photograph.

Every person requesting the issue of the renewal of a C, or D license or of an apprentice book shall furnish the Board with a duplicate photograph of 2" x 2", showing his features clearly. The Board attaches one photograph to the license or book and appends its seal thereto."

2.— Paragraph 2 of article 12 of the said regulations is replaced by the following:

"2.— The Board supplies the candidate with an apprentice book."

3.— Article 13 of the said regulations is amended by replacing the third sub-paragraph by the following ones:

"A permit must be obtained for each distinct installation. The installation of each consumer constitutes a distinct installation."

"Lorsque dans un même édifice, plusieurs consommateurs abonnés au service de l'électricité sont reliés au réseau public de distribution par un branchement commun, il est requis un permis séparé pour chaque consommateur, relativement à cette partie de l'installation qui ne sert que pour cet abonné, et un permis additionnel pour le branchement commun, relativement à la partie de l'installation qui est commune à ces consommateurs."

"Toutefois dans un édifice public, tel que défini à l'article 2 de la loi, un seul permis suffit pour l'ensemble des consommateurs reliés au réseau public de distribution par un branchement commun."

4.— L'article 14 des dits règlements est modifié en retranchant les quatrième et cinquième alinéas.

5.— L'article 16 desdits règlements est modifié en radiant les mots "ou secondaire" à la suite des mots "tension primaire" au premier et au troisième alinéa.

6.— Lesdits règlements sont modifiés en insérant après l'article 16, le suivant:

"16a.— Pour chaque parafoudre, \$1.50."

7.— L'article 20 desdits règlements est modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"Terrains de jeux en plein air:

Les honoraires applicables sont ceux prescrits aux divers articles des règlements, selon les détails de l'installation. Si, en raison du caractère saisonnier de l'utilisation, on enlève l'installation en tout ou en partie, chaque réinstallation des parties enlevées nécessite de nouveaux honoraires. Si l'installation reste en place entre saisons, et si on ne fait qu'enlever ou défaire le raccordement avec le réseau public, les honoraires prescrits à l'article 14 des règlements s'appliquent chaque fois."

8.— L'article 26 des règlements est remplacé par le suivant:

"26.— Inspections spéciales:

"Tout travail d'installation, de modification ou de réparation électrique pour lesquels il n'est pas par ailleurs prévu d'honoraires dans les présents règlements est considéré comme nécessitant une inspection spéciale. On applique alors le tarif horaire de \$2.00 et on peut exiger, en plus, le remboursement des frais de déplacement de l'inspecteur."

"Les honoraires prescrits aux articles 16, 21, 23, et 24 pour les appareils y mentionnés visent l'installation complète d'un de ces appareils."

Si ce travail se trouve partagé entre différents entrepreneurs, ces honoraires peuvent être fractionnés entre ces personnes comme suit:

50% pour celui qui fait la mise en place de l'appareil et son raccordement aux circuits venant y aboutir;

25% pour celui qui pose les conducteurs alimentant l'appareil;

25% pour celui qui pose les conduits devant recevoir les conducteurs;

ou

50% pour celui qui fait la mise en place de l'appareil et son raccordement aux circuits venant y aboutir; et

50% pour celui qui pose les conducteurs alimentant l'appareil lorsque ces conducteurs ne doivent pas être posés dans les conduits."

Pour le simple remplacement d'un de ces appareils par un autre, sans changements aux circuits, les honoraires sont de 50% de ceux prescrits aux articles 16, 21, 23 et 24."

"Dans tous les cas, les honoraires minimum sont de \$1.00."

"When many consumers' electrical installations, in a same building, are connected to a common service, a separate permit shall be obtained for each consumer for that part of the installation which he uses, and an additional permit for the common service for that part of the installation used by these consumers."

"However, in a public building as defined in section 2 of the Act, only one permit is sufficient for all the consumers' installations connected with the supply service through a common service."

4.— Article 14 of the said regulations is amended by striking off the fourth and fifth paragraphs.

5.— Article 16 of the said regulations is amended by striking off the words "or secondary" mentioned after the word "Primary" in the first and third paragraphs.

6.— The said regulations are amended by inserting the following article after article 16:

"16a.— For each lightening arrester, \$1.50."

7.— Article 20 of the said regulations is amended by adding the following paragraph:

"Open-air playing grounds:

The fees are those prescribed in the various articles of the regulations, according to the details of the installation. When, on account of the seasonal character of the utilization, the installation is entirely or partly taken off, each reinstallation of the parts taken off requires new fees. Should the installation be left in place between seasons and should only the connection with the supply service be taken off or dismantled, the fees mentioned in article 14 of the regulations apply each time."

8.— Article 26 of the regulations is replaced by the following:

"26.— Special inspections:

"Any electrical installation, alteration or repair work for which fees are not elsewhere provided in the present regulations is considered as requiring a special inspection. An hourly rate of \$2.00 is then charged and the reimbursement of the travelling expenses of the inspector may be required."

"The fees mentioned in sections 16, 21, 23 and 24 for the apparatus therein mentioned are for the complete installation of one of those apparatus."

When the work is divided between various contractors, the fees may be divided between these persons as follows:

50% for the one installing the apparatus and connecting it with the circuits leading to it;

25% for the one laying the conductors that supply the apparatus;

25% for the one laying conduits for the running of conductors;

or

50% for the one installing the apparatus and connecting it with the circuits leading to it;

50% for the one laying the conductors that supply the apparatus when such conductors are not run in conduits."

For the replacing only of one of these apparatus by another, without altering the existing circuits, the fees are 50% of those mentioned in articles 16, 21, 23, and 24."

"In all cases, the minimum fees are \$1.00."

10.— L'article 32 desdits règlements est remplacé par le suivant:

"Appareils à polir les planchers:

"Pour être autorisé à raccorder temporairement, à des installations électriques existantes, en un endroit ou en un autre, les machines servant à des travaux tels que polir les planchers, dégeler ou fileter les tuyaux, le propriétaire ou le locataire de telles machines doit avoir un permis annuel émis par le Bureau des Examineurs. Un seul permis vaut pour plusieurs machines du même genre ou de différents genres. Il est renouvelable chaque année entre le 1er avril et le 1er mai. Les honoraires du permis et aussi de chaque renouvellement sont de \$10.00."

S'il le préfère au lieu du permis annuel le locataire d'une de ces machines peut verser les honoraires de \$1.00 chaque fois qu'il en fait le raccordement; à moins qu'il ne la loue à l'année, alors il doit avoir le permis annuel ci-dessus."

"Ce permis n'est pas requis pour les entrepreneurs électriciens ni pour les machines de moins de 1-4 de cheval-vapeur."

A. MORISSET,

9506-o

Greffier du Conseil Exécutif.

10.— Article 32 of the said regulations is replaced by the following:

"Floor-polishing machines:

"For the temporary connection to existing electrical installations, in various locations, of machines used for polishing floors, thawing and threading pipes, the owner or renter of such machines shall obtain an annual permit issued by the Board of Examiners. Only one permit is required for many machines on the same or of various types. It is renewable every year between April 1st and May 1st. The fees for the permit and for each renewal are \$10.00."

The renter of one of these machines, if he so prefers, is permitted to pay instead of the annual permit, a \$1.00 fee each time he connects it; however, the annual permit is required when he rents the machine by the year."

"Such permit is not required in the case of electrical contractors and for machines of less than 1-4 horse-power."

A. MORISSET,

9506-o

Clerk of the Executive Council

Avis divers

DISCOURS DU TRONE PROROGATION

Honorable Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Cette première session de la nouvelle Législature, que je proroge aujourd'hui, a été remarquable par la législation abondante et fructueuse qui vous a été soumise.

Les lois sanctionnées au cours de la session assureront sans aucun doute le progrès à la province de Québec et contribueront puissamment à l'entière réalisation d'une saine politique familiale, sociale, et nationale, ainsi qu'à la garantie et à la sauvegarde des droits, libertés et prérogatives de la province, en même temps qu'elles lui feront une place toujours plus belle dans notre Confédération canadienne.

En outre, ces lois rendront plus facile la transition des époques troublées de la guerre aux jours sereins de la paix.

Grâce à Dieu, la terrible guerre qui décimait l'humanité depuis bientôt six ans est enfin terminée sur le continent européen. Dans une manifestation publique de foi en la Basilique de Québec, présidée par Son Eminence le Cardinal-primat de l'Eglise canadienne, le gouvernement a rendu grâce à la divine Providence et lui a demandé d'accorder au monde, — au Canada et à la province de Québec en particulier, — le bienfait d'une paix juste et durable.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration pour répondre aux besoins de notre peuple.

Honorable Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

A la fin de cette première session de la vingt-deuxième Législature, je prie le Bon Dieu de répandre sur la province ses plus abondantes bénédictions.

9488-o

Miscellaneous Notices

SPEECH FROM THE THRONE PROROGATION

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,

Gentlemen of the Legislative Assembly,

This first session of the new Legislature has been remarkable for the abundant and beneficial legislation which has been submitted to you.

There can be no doubt that the laws assented to — during the session — will ensure the progress of the Province of Quebec and will contribute greatly towards the complete realization of a sound family, social and national policy, guaranteeing and safeguarding the rights, liberties and prerogatives of the Province, at the same time securing a more advantageous place in our Canadian Confederation.

These laws will also facilitate the transition from the troubled times of war to the tranquil days of peace.

The terrible war which decimated the human race for nearly six years has at last come to an end on the continent of Europe. In a public manifestation of faith at the Basilica of Quebec, presided by His Eminence the Cardinal-Primate of the Canadian Church, the Government returned thanks to Divine Providence and prayed that the world — Canada and the Province of Quebec in particular — might be blessed with a just and enduring peace.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

I thank you in His Majesty's name for having voted the moneys required to meet the needs of our people.

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,

Gentlemen of the Legislative Assembly,

At the close of this First Session of the Twenty-Second Legislature, I pray that God will abundantly bless this Province.

9488-o

La formation d'une société, sous le nom de "Conseil supérieur des Travailleurs Unis de Plessisville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 30 mai 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Plessisville, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

9489-0

"GRANADA THEATRE LIMITED"

Minutes de l'assemblée du bureau de direction de la compagnie "Granada Theatre Limited" tenue au bureau de la compagnie, 5887, avenue Monkland, Montréal, lundi, le 12 mars 1945, à 2 heures P.M.

Il a été proposé secondé et unanimement résolu: Que le règlement No 31 des règlements généraux qui se lit présentement: "Jusqu'à ce qu'il soit autrement déterminé, le nombre des directeurs sera de trois dont deux formeront quorum" soit et il est ratifié et remplacé par le suivant: "Jusqu'à ce qu'il soit autrement déterminé, le nombre des directeurs sera de six dont quatre formeront quorum."

Certifié extrait conforme.

[Sceau]

9490

Le Secrétaire,
W. H. MANNARD.

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du 24 mai 1945, les règlements 1 à 10 inclusivement de la compagnie "Lady Davis Foundation", tels qu'adoptés à une assemblée générale tenue le 15 mars 1945, ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le premier jour de juin 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

9491

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique National des Employés Fabricants de Gum de Granby, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 25 mai 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Granby, district de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

9499-0

"BIRON-KNITTING MILLS LTD."
"LA CIE DE TRICOTS BIRON LTÉE."

Règlement "C"

changeant la principale place d'affaires de la compagnie:

ATTENDU que les lettres patentes incorporant la compagnie ont fixé la principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal;

ATTENDU qu'il est de l'intérêt de la compagnie de transporter à Berthierville, comté de Berthier, son bureau principal;

EN CONSÉQUENCE, Biron-Knitting Mills Ltd., par ses directeurs, statue et décrète que le bureau principal de la compagnie est et sera dorénavant à Berthierville, comté de Berthier, dans la province de Québec.

Adopté et passé le 18 mai 1945.

Le Président,
ALFRED-R. BIRON.
Le Secrétaire,
A.-CLÉMENT FOREST.

9515-0

The formation of an association under the name of "Conseil Supérieur des Travailleurs Unis de Plessisville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on May 30th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Plessisville, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

9489

"GRANADA THEATRE LIMITED"

Minutes of the meeting of the Board of Directors of "Granada Theatre Limited" held in the office of the company, 5887 Monkland Avenue, Montreal, on Monday March 12th, 1945, at 2.00 o'clock P.M.

It was moved, seconded and unanimously resolved: That By-Law No. 31 of the general By-laws which now reads "Until otherwise determined, the number of Directors shall be three, two of whom shall form a quorum" be and the same is ratified and replaced by the following: "Until otherwise determined, the number of Directors shall be six of whom four shall form a quorum."

Certified a true extract.

[Seal]

9490-0

W. H. MANNARD,
Secretary.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated May 24th, 1945, By-Laws 1 to 10 inclusively of "Lady Davis Foundation", as adopted at a general meeting held on March 15th, 1945, were approved, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this first day of June, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

9491-0

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique National des Employés Fabricants de Gum de Granby, Inc." for the study, defense and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on May 25th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Granby, district of Bedford.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

9499

"BIRON-KNITTING MILLS LTD."
"LA CIE DE TRICOTS BIRON LTÉE."

By-law "C"

changing the principal place of business of the company:

WHEREAS the letters patent incorporating the company have fixed the principal place of business at Montreal, district of Montreal;

WHEREAS it is in the interest of the company to transfer its head office to Berthierville, county of Berthier;

THEREFORE, Biron-Knitting Mills Ltd., by its directors, enacts and decrees that the head office of the company is and shall hereafter be at Berthierville, county of Berthier, in the Province of Quebec.

Adopted and passed May 18th, 1945.

ALFRED R. BIRON,
President.
A.-CLÉMENT FOREST,
Secretary.

9515

BELMONT REALTIES LIMITED

Règlement XXIII

Règlement pour réduire le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété ce qui suit:

1.— Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes réduit à quatre.

2.— Le règlement 2 des règlements de la compagnie est par les présentes modifié en retranchant le mot "cinq" où il appert dans le premier paragraphe dudit règlement et en substituant le mot "quatre".

Certifié copie conforme du règlement XXIII dûment adopté par les directeurs de la compagnie "Belmont Realities Limited" à leur assemblée tenue le 27 novembre 1944, et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires de ladite compagnie présente lors de l'assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 25 avril 1945.

Montréal, P. Q., le 17 mai 1945.

[Sceau]
9531

Le Secrétaire,
C. MACDONALD.

ST. VIATEUR REALTIES LIMITED

"Règlement XXIII

Règlement pour réduire le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété ce qui suit:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes réduit à quatre.

2. Le règlement 2 des règlements de la compagnie est par les présentes modifié en retranchant le mot "cinq" où il appert dans le premier paragraphe dudit règlement et en y substituant le mot "quatre".

Certifiée copie conforme du règlement XXIII dûment adopté par les directeurs de la compagnie "St. Viateur Realities Limited" à leur assemblée tenue le 27 novembre 1944, et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires de ladite compagnie présents lors de l'assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 25 avril 1945.

Montréal, P. Q., le 17 mai 1945.

(Sceau)
9534

Le Secrétaire,
C. MACDONALD.

LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES

Chapitre 98, S. R. Q., 1941

FORMULE 1

1.— (Article 8)

Avis de la demande des plans et devis

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Compagnie "The Singer Manufacturing Company" de Thurso, dans le comté de Papineau, se propose de demander l'approbation par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, des plans et devis d'un barrage situé sur la rivière Poisson Blanc, à l'issue du lac Poisson Blanc, dans un territoire non subdivisé du canton de Preston, comté de Papineau.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant

BELMONT REALTIES LIMITED

By-Law XXIII

A by-law to reduce the number of Directors.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1.— The number of Directors of the Company is hereby reduced to four.

2.— By-law 2 of the by-laws of the Company is hereby amended by deleting the word "five" where it appears in the first paragraph of such by-law and substituting therefor the word "four".

Certified to be a true copy of By-law XXIII duly adopted by the Directors of "Belmont Realities Limited" at their meeting held on November 27th, 1944, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders of said Company present at the Special General Meeting called for considering the same and held on April 25th, 1945.

Montreal, P. Q., May 17th, 1945.

[Seal]
9531-o

C. MACDONALD,
Secretary.

ST. VIATEUR REALTIES LIMITED

"By-Law XXIII

A by-law to reduce the number of directors.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The number of Directors of the Company is hereby reduced to four.

2. By-law 2 of the by-laws of the Company is hereby amended by deleting the word "five" where it appears in the first paragraph of such by-law and substituting therefor the word "four".

Certified to be a true copy of by-law XXIII duly adopted by the Directors of St. Viateur Realities Limited at their meeting held on November 27th, 1944, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders of said Company present at the Special General Meeting called considering the same and held on April 25th, 1945.

Montreal, P. Q., May 17th, 1945.

(Seal)
9534-o

C. MACDONALD,
Secretary.

WATER-COURSE ACT

Chapter 98, R. S. Q., 1941

FORM 1

1.— (Section 8)

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that The Singer Manufacturing Company of Thurso, in the county of Papineau, intends to apply for approval by the Lieutenant-Governor in Council, of the plans and specifications of a dam situate on the Poisson Blanc river, at the outlet of Lac Poisson Blanc, in an unsubdivided territory of the township Preston, county of Papineau.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications

l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Papineauville, comté de Papineau.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

La requérante,

THE SINGER MANUFACTURING CO.

9537-23-4-o

MONTREAL DEBENTURE CORPORATION

"Règlement XXVIII

Règlement pour réduire le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété ce qui suit:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes réduit à quatre.

2. Le règlement II des règlements de la compagnie est par les présentes modifié en retranchant le mot "sept" où il appert dans le premier paragraphe dudit règlement et en y substituant le mot "quatre".

3. Le règlement V des règlements de la compagnie est par les présentes modifié en retranchant le mot "quatre" où il appert à la fin du dernier paragraphe dudit règlement et en y substituant le mot "trois".

Certifiée copie conforme du règlement XXVIII dûment adopté par les directeurs de "Montreal Debenture Corporation" à leur assemblée tenue le 12 février 1945, et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers des actions représentées par les actionnaires de ladite compagnie présents à l'assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 25 avril 1945.

Montréal, P. Q., le 17 mai 1945.

(Sceau)

Le Secrétaire,

C. MACDONALD.

9532

ST. JAMES SECURITIES CORPORATION

"Règlement XXVIII

Règlement pour réduire le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété ce qui suit:

1. Le nombre des directeurs est par les présentes réduit à quatre.

2. Le règlement II des règlements de la compagnie est par les présentes modifié en retranchant le mot "trois" où il appert dans le premier paragraphe dudit règlement et en y substituant le mot "quatre".

Certifiée copie conforme du règlement XXVIII dûment adopté par les directeurs de "St. James Securities Corporation" à leur assemblée tenue le 27 novembre 1944, et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires de ladite compagnie présents à l'assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 25 avril 1945.

Montréal, P. Q., le 17 mai 1945.

(Sceau)

Le Secrétaire,

C. MACDONALD.

9533

showing the site chosen for the construction of the said works and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited in the registry office of the registration division of Papineauville, county of Papineau.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

THE SINGER MANUFACTURING CO.

Petitioner.

9537-23-4

MONTERAL DEBENTURE CORPORATION

"By-Law XXVIII

A by-law to reduce the number of Directors.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The number of Directors of the Company is hereby reduced to four.

2. By-law II of the by-laws of the Company is hereby amended by deleting the word "seven" where it appears in the first paragraph of such by-law and substituting therefor the word "four".

3. By-law V of the by-laws of the Company is hereby amended by deleting the word "four" where it appears at the end of the last paragraph of such by-law and substituting therefor the word "three".

Certified to be a true copy of By-law XXVIII duly adopted by the Directors of Montreal Debenture Corporation at their meeting held on February 12th, 1945, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders of said Company present at the Special General Meeting called for considering the same and held on April 25th, 1945.

Montreal, P. Q., May 17th, 1945.

(Seal)

C. MACDONALD,

Secretary.

9532-o

ST. JAMES SECURITIES CORPORATION

"By-Law XXVIII

A by-law to reduce the number of Directors.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The number of Directors is hereby reduced to four.

2. By-law II of the by-laws of the Company is hereby amended by deleting the word "three" where it appears in the first paragraph of such by-law and substituting therefor the word "four".

Certified to be a true copy of By-law XXVIII duly adopted by the Directors of St. James Securities Corporation at their meeting held on November 27th, 1944, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders of said Company at the Special General Meeting called for considering the same and held on April 25th, 1945.

Montreal, P. Q., May 17th, 1945.

(Seal)

C. MACDONALD,

Secretary.

9533-o

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS PUBLIC

JOS. TOUCHETTE INC."

Avis est par les présentes donné que "Jos. Touchette Inc.", compagnie ayant son bureau chef à Montréal, incorporée par lettres patentes de la province de Québec, le 22 août 1944, demandera au Procureur général et au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, la permission d'abandonner sa charte, selon l'article 25 de la Loi des compagnies de Québec.

Le Secrétaire-trésorier,
J. P. BEAUREGARD.

9492-o

PUBLIC NOTICE

JOS. TOUCHETTE INC.

Notice is hereby given that "Jos. Touchette Inc.", a Company having its Head Office in Montreal, incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 22nd of August 1944, will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter according to the provisions of Article 25 of the Quebec Companies-Act.

J. P. BEAUREGARD,
Secretary-treasurer.

9492-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de l'Association des Constructeurs Saguenay-Lac-St-Jean", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'octobre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1945, ladite corporation aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce vingt-troisième jour d'avril 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

9493-o

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Association des Constructeurs Saguenay-Lac-St-Jean" incorporated by letters patent bearing date the nineteenth day of October, 1936.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April 1945, the said corporation shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

9493

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Roméo Belleville et Compagnie Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier jour d'avril 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt et unième jour de mai 1945, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce quinzième jour de mai 1945.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

9494-o

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Roméo Belleville et Compagnie Limitée", incorporated by letters patent bearing date the first day of April, 1940.

Notice is also given that from and after the twenty-first day of May, 1945, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of May, 1945.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

9494

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné que "G. & M. Tubing Co. Ltd." s'adressera au Procureur Général et au Ministère des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce de la Province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte émise au nom de ladite Compagnie, le 3 juin 1942 et enregistrée le 6 juin 1942, folio 185-12 par le Sous-Régistrare de la Province.

Donné à Granby, Qué., ce 28 mai 1945.

"G. & M. TUBING CO. LTD.",
Le Président,
RHÉAUME L. DEMERS.

9505-o

Notice is hereby given that "G. & M. Tubing Co. Ltd." will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for the Province of Quebec, for leave to surrender its charter issued in the name of the said Company, on June 3rd, 1942 and registered on June 6th, 1942, folio 185-12 by the Deputy Registrar of the Province.

Dated at Granby, Que., this 28th. day of May, 1945.

"G. & M. TUBING CO. LTD."
RHÉAUME L. DEMERS,
President,

9505-o

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité de la partie nord du canton Metgermette, comté de Dorchester, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 24 mai 1945.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
JULES SIMARD.

9501-0

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the North part of the township Metgermette, county of Dorchester, having neglected, for two years, to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved, in accordance with section 44 of the said act.

Quebec, May 24th, 1945.

JULES SIMARD,
Deputy minister of Agriculture.

9501

Département de l'Instruction publique

N° 144-42.

Québec, le 30 mai 1945.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Jérôme, village, dans le comté de Matane, en celui de "Ville-de-Matane".

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

9437-22-2-0

Department of Education

No. 144-42.

Quebec, May 30th, 1945.

Application is made to change the name of the school municipality of Saint-Jérôme, village, in the county of Matane, to that of "Town of Matane".

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

9437-22-2

N° 533-45

Québec, 29 mai 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Colomban, comté des Deux-Montagnes, la propriété de M. John R. Drennan, portant le N° 78, du canton de Saint-Colomban, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Canut, même comté.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

9422-22-2-0

No. 533-45.

Quebec, May 29th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Colomban, county of Two Mountains, the property of Mr. John R. Drennan, bearing No. 78, of the township of Saint-Colomban, to annex it to the school municipality of Saint-Canut, same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

9422-22-2

N° 532-45.

Québec, 29 mai 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Hermas, dans le comté des Deux-Montagnes, les lots Nos 242 et 243 du canton de Saint-Hermas, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Canut, dans le même comté.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

9423-22-2-0

No. 532-45.

Quebec, May 29th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Hermas, in the county of Two Mountains, lots Nos. 242 and 243 of the township of Saint-Hermas and to annex the same to the school municipality of Saint-Canut, in the same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

9423-22-2

N° 554-45

Québec, le 6 juin 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Théophile, dans le comté de Jacques-Cartier, le territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à la municipalité scolaire de la Cité de Lachine, savoir: le territoire qui est compris entre la 45ième Avenue à la 56ième Avenue inclusivement.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

9518-23-2-0

No. 554-45

Quebec, June 6th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of St-Théophile, in the county of Jacques-Cartier, the territory hereinafter described and to annex it to the school municipality of the City of Lachine, to wit: the territory which is comprised between 45th Avenue and 56th Avenue inclusively.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

9518-23-2

N° 598-45

Québec, 4 juin 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Louise-d'Ashford, comté de l'Islet, les lots 66, 70 à 74 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Louise et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Aubert.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

9521-23-2-0

No. 598-45

Quebec, June 4th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Louise-d'Ashford, county of l'Islet, lots 66, 70 to 74 inclusively of the official cadastre for the parish of Ste-Louise and to annex them to the school municipality of St-Aubert.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

9521-23-2

N° 464-45

Québec, le 6 juin 1945.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Philippe, dans le comté de Laprairie, le territoire ci-dessus décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de la municipalité scolaire de "la paroisse de Saint-Philippe".

Son territoire comprendra les lots suivants, tous inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de St-Philippe, savoir:

1 à 33, 35 à 52, 54 à 67, partie du lot 80 d'une superficie de 40 arpents, partie du lot 81 d'une superficie de 40 arpents, 84 à 112, partie du lot 113 d'une superficie de 12 arpents, 114 à 141, 144 à 151, 193 à 200, partie du lot 201 d'une superficie de 92 arpents et 75 perches, 202 à 223, 225 à 249, partie du lot 250 d'une superficie de 90 arpents, 251 à 255, 257, 258, partie du lot 259 d'une superficie de 156 arpents et 38 perches, 260 à 267, partie du lot 165 d'une superficie de 3 arpents, partie du lot 143 d'une superficie de 55 arpents, 152, partie du lot 155 d'une superficie de 96 arpents, partie du lot 162 d'une superficie de 20 arpents. 268 à 307.

9517-23-2-o

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

No. 464-45

Quebec, June 6th, 1945.

Application is made to detach from the school municipality of St-Philippe, in the county of Laprairie, the territory hereinafter described and to erect it into a separate school municipality under the name of the school municipality of "the parish of Saint-Philippe".

Its territory to comprise the following lots, all inclusively, of the official plan and in the book of reference of St-Philippe, to wit:

1 to 33, 35 to 52, 54 to 67, part of lot 80 having a superficial area of 40 arpents, part of lot 81 having a superficial area of 40 arpents, 84 to 112, part of lot 113 having a superficial area of 12 arpents, 114 to 141, 144 to 151, 193 to 200, part of lot 201 having a superficial area of 92 arpents and 75 perches, 202 to 223, 225 to 249, part of lot 250 having a superficial area of 90 arpents, 251 to 255, 257, 258, part of lot 259 having a superficial area of 156 arpents and 38 perches, 260 to 267, part of lot 165 having a superficial area of 3 arpents, part of lot 143 having a superficial area of 55 arpents, 152, part of lot 155 having a superficial area of 96 arpents, part of lot 162 having a superficial area of 20 arpents 268 to 307.

9517-23-2

VICTOR DORÉ,
Supereintendent.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie, division d'enregistrement de Terrebonne

Avis est par la présente donné que les lots 19B-5, 19B-6, 20-1 à 20-4, 20-9 à 20-33, 21A-1 à 21A-7 Rang II canton de Morin, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mai 1945.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,
AVILA BEDARD.

9495-o

Des examens pour établir la compétence des aspirants à la pratique du mesurage des bois abattus sur les Terres de la Couronne, ou sur lesquels la Couronne a des droits à exercer, ou des redevances à percevoir pour fins d'administration ou de revenu, seront tenus, aux dates et endroits suivants:

22 juin, à Montmagny (scierie de Collin & Sons Veneers Ltd.).

5 juillet, à Rimouski (scierie de Price Bros. & Co. Ltd.).

10 juillet, à Hébertville Sta., Lac St-Jean (scierie de Jos. Brassard).

13 juillet, à Maniwaki (scierie de G. M. Strong Ltd.).

18 juillet, à Rouyn (au dépôt de la Canadian International Paper Co. à McWaters, situé à huit milles de Rouyn.).

Les candidats sont priés d'être à l'un des endroits précités pour 9 hres a.m. Aucun candidat qui n'a pas fait de pratique dans le mesurage durant au moins deux exercices, et s'il n'est âgé de 21 ans révolus et citoyen canadien, ne sera admis aux examens.

Tout candidat doit faire sa demande d'admission au Bureau du Mesurage, Service Forestier

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Ste. Adèle d'Abercrombie, Registration Division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 19B-5, 19B-6, 20-1 to 20-4, 20-9 to 20-33, 21A-1 to 21A-7, Range II, Township of Morin, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 25th, 1945.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,

AVILA BEDARD,
Deputy minister.

9495-o

Examinations to prove the competency of candidates for the scaling of timber cut on Crown Lands, or timber liable to Crown duties or administrative fees, will be held at the following dates and places:

June 22nd, at Montmagny (sawmill of Collin & Son Veneers Ltd.).

July 5th, at Rimouski (sawmill of Price Bros. & Co. Ltd.).

July 10th, at Hébertville Sta. (sawmill of Jos. Brassard.).

July 13th, at Maniwaki (sawmill of G. M. Strong Ltd.).

July 18th, at Rouyn (depot of the Can. Int. Paper Co. at McWaters, 8 miles from Rouyn.).

The candidates must be in attendance at the above mentioned place by 9 A.M. No candidate shall be admitted unless he is 21 years of age, a Canadian citizen and has been engaged in the practice of scaling for at least two seasons.

All candidates must send their application to the Scaling Bureau, Forest Service, Quebec,

à Québec, au moins quatre jours avant la date des examens.

Québec, le 4 juin 1945.

Le Ministre des Terres et Forêts,
JOHN-S. BOURQUE.

9520-o

at least four days before the date set for the examination.

Quebec, June the 4th, 1945.

JOHN S. BOURQUE,
Minister of Lands and Forests.

9520-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1823, du 10 juillet, 1943, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield et la ville de Beauharnois. On demande:

1° Que le paragraphe "b" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"b.— *Jurisdiction territoriale*: — La juridiction territoriale du présent décret comprend le comté de Vaudreuil-Soulanges, la cité de Salaberry de Valleyfield et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites et la ville de Beauharnois et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de ses limites.

Aux fins d'application, ladite juridiction territoriale est divisée en quatre zones, de la façon suivante:

Zone I: — La cité de Salaberry de Valleyfield et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Zone II: — La ville de Beauharnois et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de ses limites.

Zone III: — La municipalité de Rigaud et un rayon de 2 milles de ses limites.

Zone IV: — Le comté de Vaudreuil-Soulanges en entier, à l'exception du territoire compris dans la zone III."

2° Que le sous-paragraphe "Zone II: — Dans les salons de barbier", mentionné au paragraphe "a" de l'article III, soit remplacé par le suivant:

"Zone II: — *Dans les salons de barbier*:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 12.00 (midi).

Le mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail ci-haut mentionnées peut être terminé."

3° Que les alinéas suivants soient ajoutés à la fin du paragraphe "a" de l'article III:

"Zone III: — *Dans les salons de barbier*:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

Du 20 décembre au 31 décembre inclusive: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

Le travail commencé avant l'expiration des heures ci-haut mentionnées peut être terminé."

"*Dans les salons de coiffure et de beauté*:

Les lundi, mardi, mercredi et vendredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Les jeudi et samedi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Salaberry-of-Valleyfield has submitted to him a petition to amend the decree number 1823, of July 10, 1943, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the city of Salaberry-of-Valleyfield and the town of Beauharnois. It is requested:

1° That subsection "b" of section II be replaced by the following:

"b.— *Territorial jurisdiction*: — The territorial jurisdiction determined by the present decree shall comprise the county of Vaudreuil-Soulanges, the City of Salaberry-of-Valleyfield and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, and the town of Beauharnois and the territory comprised in a radius of three (3) miles from its limits.

For purposes of enforcement, the said jurisdiction is divided into four zones, as follows:

Zone I: — The city of Salaberry-of-Valleyfield and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits.

Zone II: — The town of Beauharnois and the territory comprised in a radius of three (3) miles from its limits.

Zone III: — The municipality of Rigaud and a radius of 2 miles from its limits.

Zone IV: — The entire county of Vaudreuil Soulanges, with the exception of the territory included in zone III."

2° That the paragraph "Zone II: — In barber shops", mentioned in subsection "a" of section III, be replaced by the following:

"Zone II: — *In barber shops*:

On Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

On Friday, Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Any work in progress before the expiration of the duration of the working hours above mentioned may be finished."

3° That the following paragraphs be added at the end of subsection "a" of section III:

"Zone III: — *In Barber shops*:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

On Friday, Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

From December 20th to December 31st, inclusive: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

Any work in progress before the expiration of the hours above mentioned may be finished."

"*In hairdressing and beauty parlors*:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Friday: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

On Thursday and Saturday: from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

Du 15 décembre au 31 décembre inclusivement, de même que la veille des fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi-heure."

"Zone IV: — Dans les salons de barbier:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Les vendredi et samedi: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

Du 20 décembre au 31 décembre inclusivement, ainsi que la veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

Le travail commencé avant l'expiration des heures ci-haut mentionnées peut être terminé."

Dans les salons de coiffure et de beauté:

Les mêmes heures de travail que dans la zone III."

4° Que les paragraphes "c", "d" et "e" suivants soient ajoutés à l'article VI:

"c.— Zones III et IV: — Dans les salons de barbier: — Les compagnons barbiers recevront \$15.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$25.00 par semaine."

"d.— Zones III et IV: — Dans les salons de coiffure et de beauté: — Les compagnons coiffeurs et coiffeuses recevront \$12.00 par semaine plus 20% des recettes de leur travail au-delà de \$22.00 par semaine."

"e.— Les compagnons barbiers, coiffeurs ou coiffeuses surnuméraires des zones III et IV recevront \$0.30 pour chaque heure de travail plus 10% des recettes de leur travail."

5° Que le paragraphe "g" de l'article VIII soit remplacé par le suivant:

"g.— Il ne doit y avoir plus de deux (2) apprentis par salon et l'un d'eux doit être dans sa deuxième année d'apprentissage du métier de barbier ou de coiffeur."

6° Que le paragraphe "e" suivant soit ajouté à l'article IX:

"e.— Artisan et employeur: — Nul ne peut exercer le métier de barbier ou de coiffeur comme artisan ou employeur à moins qu'il n'ait obtenu du comité paritaire une carte de compétence attestant qu'il a les qualifications voulues pour exercer le métier de barbier ou de coiffeur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 9 juin, 1945.

9519-0

From December 15th to December 31st, inclusive, and on holiday eves: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

Any work in progress before the expiration of the duration of working hours may be finished but such overtime shall never exceed one half-hour."

"Zone IV: — In barber shops:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Friday and Saturday: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

From December 20th to December 31st, inclusive, and on holiday eves: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

Any work in progress before the expiration of the hours above mentioned may be finished."

In hairdressing and beauty parlors:

The same hours of work as those of zone III."

4° That the following subsections "c", "d" and "e" be added to section VI:

"c.— Zones III and IV: — In barber shops: Journeymen barbers shall receive \$15.00 per week plus 50% of the receipts of their works exceeding \$25.00 per week."

"d.— Zones III and IV: — In hairdressing and beauty parlors: — Journeymen hairdressers, male and female, shall receive \$12.00 per week plus 20% of the receipts of their work exceeding \$22.00 per week."

"e.— Supernumerary journeymen barbers, male and female hairdressers of zones III and IV shall receive \$0.30 per hour of work plus 10% of the receipts of their work."

5° That subsection "g" of section VIII be replaced by the following:

"g.— There shall be but two (2) apprentices in a parlor and one of them shall be in his second year of apprenticeship in the barber or hairdresser trade."

6° That the following subsection "e" be added to section IX:

"e.— Artisan and employer: — No one shall ply the barber or hairdresser trade as artisan or employer unless a certificate of competency be issued by the Parity Committee to prove that he has the qualifications required to carry on the barber or hairdresser trade."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GERARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, June 9, 1945.

9519-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes audit décret. On demande:

1° Que le paragraphe "b" de l'article I soit amendé en ajoutant après les mots "la cité de Québec", les mots:

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, chapter 163), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware and paint trades in the City of Québec, rendered obligatory by the decree number 1090, of March 7, 1940, and its amendments, have submitted to him a petition to amend the said decree. It is requested:

1° That subsection "b" of section I be amended by adding after the words "the city of Québec", the words:

"La ville de Lévis et la ville de Lauzon".

2° Que le paragraphe "f" de l'article II soit abrogé et remplacé comme suit:

"f.—1.—*Gérant*.—Le terme "gérant" désigne tout employé qui a la charge d'administrer pour le propriétaire, un ou plusieurs établissements commerciaux régis par le présent décret.

2.—Le terme "assistant-gérant" désigne tout employé qui a la charge de surveiller, dans un établissement assujéti au présent décret, le personnel et la conduite générale des affaires, en l'absence du gérant ou de l'employeur.

3.—Le terme "chef comptable" (avec ou sans diplôme) désigne l'employé qui a le contrôle ou la surveillance de la comptabilité d'un établissement régi par la présente convention.

4.—Le terme "premier commis à la vente" désigne le commis qui, dans un établissement régi par le présent décret, en plus de ses fonctions comme commis, est chargé de s'occuper, soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant, des achats de marchandises, de la vérification des factures, de la fixation du prix de vente et de la direction et de la surveillance du personnel préposé à la vente.

5.—Le terme "premier commis à la réception et à l'expédition" désigne le commis dont la fonction consiste à s'occuper de la réception, de l'expédition, déballage, de l'étiquetage et de l'entreposage des marchandises, et à diriger et surveiller le personnel chargé de faire ce travail, soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant.

6.—Le terme "premier commis aux commandes" désigne le commis dont le travail consiste, dans un établissement régi par le présent décret à recevoir les commandes, à voir à ce qu'elles soient exécutées et à diriger et surveiller le personnel chargé de leur exécution, soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant."

3° Que le paragraphe "g" de l'article III soit amendé en remplaçant au commencement de ce paragraphe, le chiffre "26.00" par: "35.00".

4° Que le paragraphe "i" de l'article III soit amendé en y retranchant après es mots "ou pour le même employeur", tous les mots qui suivent et se terminent par: "les commerces régis par le présent décret."

5° Que le paragraphe "a" de l'article IV soit abrogé et remplacé par le suivant:

a) 1. gérant	\$40.00
2. assistant-gérant	35.00
3. chef-comptable	32.50
4. Premier commis à la vente	33.25
5. Premier commis à la réception et à l'expédition	28.20
6. Premier commis aux commandes	30.75

6° Que les paragraphes "b" et "c" de l'article IV soient amendés en remplaçant:

au paragraphe "b", le chiffre "\$23.60" par "\$25.95", et,

au paragraphe "c", les chiffres "\$14.83" par "\$16.35" et \$17.20" par "\$18.90".

7° Que les paragraphes "f", "g", "h" et "i" de l'article IV soient amendés en remplaçant tous les taux de salaire mentionnés aux dits paragraphes pour les 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, et 9ème années, par les suivants:

f) durant 5ème année	\$22.40
durant 6ème année	24.70
durant 7ème année	27.00
durant 8ème année	28.75
durant 9ème année	30.50
g) durant 5ème année	\$22.40
durant 6ème année	24.15
durant 7ème année	25.85
durant 8ème année	28.15

"the town of Lévis and the town of Lauzon".

2° That subsection "f" of section II be deleted and the following substituted therefor:

"f.—1.—*Manager*.—The word "manager" designates any employee entrusted by the owner with the administration of one or more commercial establishments governed by the present decree.

2.—The words "assistant-manager" designate any employee committed to the supervision, in an establishment governed by the present decree, of the personnel and business in general during the absence of the manager or the employer.

3.—The words "chief-accountant" (with or without diploma) designate the employee who controls supervises the book-keeping of an establishment governed by the present agreement.

4.—The words "head sales clerk" designate the clerk who is committed, in an establishment governed by the present decree, besides his functions as clerk, whether alone or jointly with the employer or manager, to the purchase of merchandise, the checking of bills, the establishing of selling prices, the direction and supervision of the sales staff.

5.—The words "receiving and shipping head clerk" designate the clerk whose functions consist in receiving shipping, unpacking, labelling and storing of goods, and in directing and supervising the employees committed to such work, whether alone or jointly with the employer or the manager.

6.—The words "order head clerk" designate the clerk whose functions consist, in an establishment governed by the present decree, in taking in orders, seeing to it that they be filled and in directing and supervising the employees committed to the said orders, whether alone or jointly with the employer or the manager."

3° That subsection "g" of section III be amended by replacing at the beginning of said subsection, the figure "26.00" by: "35.00".

4° That subsection "i" of section III be amended by deleting, after the words "or for the same employer", all those that follow and which end by "the trades covered by the present decree."

5° That subsection "a" of section IV be deleted and replaced by the following:

a) 1. manager	\$40.00
2. assistant-manager	35.00
3. chief-accountant	32.50
4. sales head-clerk	33.25
5. receiving and shipping head-clerk	28.20
6. orders head-clerk	30.75

6° That subsections "b" and "c" of section IV be amended by replacing:

in subsection "b": the figure "\$23.60" by "\$25.95", and,

in subsection "c", the figures "\$14.83" by "\$16.35" and \$17.20" by "\$18.90".

7° That subsections "f", "g", "h" and "i" of section IV be amended by replacing all rates of wages mentioned in the said subsections for the 5th, 6th, 7th, 8th and 9th year, by the following:

f) during 5th year	\$22.40
during 6th year	24.70
during 7th year	27.00
during 8th year	28.75
during 9th year	30.50
g) during 5th year	\$22.40
during 6th year	24.15
during 7th year	25.85
during 8th year	28.15

durant 9ème année	30.50
h) durant 5ème année	\$22.40
durant 6ème année	23.00
durant 7ème année	23.55
durant 8ème année	24.70
durant 9ème année	25.85
i) durant 5ème année	\$22.40
durant 6ème année	23.55
durant 7ème année	24.70
durant 8ème année	26.45
durant 9ème année	28.15

8° Que le paragraphe "j" de l'article IV soit amendé en ajoutant au commencement du dit paragraphe, après les mots: "mentionnés aux paragraphes", les mots suivants: "a-3, a-4, a-5, a-6, (les gérants et assistants-gérants sont exclus des pourcentages)."

9° Que le paragraphe "p" de l'article IV soit amendé en remplaçant les mots et chiffres "employé senior \$23.60" par:

"employé senior âgé de 25 ans et plus \$26.00"

10° Que le paragraphe "q" de l'article IV soit amendé en remplaçant le chiffre "\$20.45" par "\$22.50".

11° Que l'article IV soit de nouveau amendé en ajoutant le paragraphe "x" comme suit:

"x.—L'employeur sera seul juge de celui qui devra être nommé premier commis dans chaque département, ou chef-comptable; toutefois même si l'employeur ne le désignait pas premier commis ou chef-comptable, celui qui accomplit tel travail pourra être classifié comme tel et avoir droit au salaire prévu pour sa classification."

12° Que l'article V soit amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"En même temps qu'il remet son salaire à l'employé, l'employeur doit fournir un état détaillé du salaire et des déductions ou retenues faites sur ce salaire, à l'employé pour la période de paie."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 juin 1945.

9529-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la Canadian Car & Foundry, Limited lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1926, du 24 mai 1945, relatif à une convention collective intervenue entre la Canadian Car and Foundry Company, Limited et l'association de ses employés. On demande:

1° Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article III:

"S'il est demandé à un employé de remplir un travail considéré comme construction nouvelle, tel que défini par le décret relatif aux Métiers du Bâtiment, cet employé sera payé au taux de salaire mentionné dans le dit décret.

2° Que le paragraphe "d" de l'article V soit remplacé par le suivant:

d.—Les employés aux taux horaires de salaire, soumis à ce décret travaillant sur une équipe autre que l'équipe régulière reçoivent un boni de cinq cents (5c) de l'heure pour chaque heure de

during 9th year	30.50
h) during 5th year	\$22.40
during 6th year	23.00
during 7th year	23.55
during 8th year	24.70
during 9th year	25.85
i) during 5th year	\$22.40
during 6th year	23.55
during 7th year	24.70
during 8th year	26.45
during 9th year	28.15

8° That subsection "j" of section IV be amended by adding at the beginning of the said subsection, after the words "mentioned in subsections", the following words: "a-3, a-4, a-5, a-6 (the managers and assistant managers are excluded from the percentages)".

9° That subsection "j" be amended by replacing the words and figures "Senior employee \$23.60" by:

"Senior employee, 25 or over 25 years of age \$26.00".

10° That subsection "q" of section IV be amended by replacing the figure "\$20.45" by "\$22.50".

11° That section IV be again amended by adding the following subsection "x" as follows:

"x.—The employer shall be the one to decide which employee is to be appointed head clerk in each department, or chief-accountant; however, even if the employer does not appoint a head clerk or chief accountant, the employee accomplishing such work may be classified as such and receive the salary provided for his classification."

12° That section V be amended by adding to it the following paragraph:

"Together with the salary, the employer shall remit to the employee, for the pay period, a complete statement of the latter's salary and the deductions or withholdings made upon that salary".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 9, 1945.

9529-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163); that the Canadian Car & Foundry Company, Limited has submitted to him a petition to amend the decree number 1926 of May 24, 1945, respecting a Collective agreement between the Canadian Car and Foundry Company, Limited, and the Association of its employees. It is requested:

1° That the following paragraph be added to section III:

"If a Company employee should be required to perform work which can be deemed new construction as defined by the decree relating to the building trades, then such employee will be paid the rate as stipulated by said decree."

2° That subsection "d" of section V be replaced by the following:

d.—Hourly rated employees covered by this decree and working on shifts other than the regular day shift will receive an extra five cents (5c) per hour bonus for every hour he works between

travail fournie de 7.00 p. m. à 7.00 a. m. Les heures de l'équipe régulière seront de 7.00 a. m. à 7.00 p. m. Ceci ne s'applique pas aux employés dont la semaine de travail régulière est de cinquante-six heures ou plus, aux employés du département de la circulation, et du travail à la pièce. En ce qui concerne les employés de la fonderie, le boni de cinq cents (5c) de l'heure sera payé s'il en est ainsi décidé par l'Association et la Direction et selon les conditions ci-haut mentionnées.

3° Que le paragraphe "a" de l'article VI soit remplacé par le suivant:

a.— Le taux de salaire pour temps supplémentaire sera une fois et demie le taux régulier après neuf heures de travail fournies, de lundi à vendredi inclusivement, excepté le samedi, pour lequel le taux de salaire supplémentaire sera appliqué à partir de midi. Le double du salaire régulier sera payé lorsque douze heures de travail auront été fournies dans une équipe, quelle qu'elle soit. Les employés travaillant le dimanche seront payés le double du taux de salaire régulier. Le double du taux de salaire régulier sera appliqué de minuit le samedi à minuit le dimanche. Ces taux de salaire ne s'appliquent pas, cependant, aux employés de la centrale, aux surveillants des arroseurs automatiques, aux surveillants préposés au chauffage, aux constables, aux gardiens et employés du département des obus; les employés de la centrale, les surveillants des arroseurs automatiques, les surveillants préposés au chauffage seront payés une fois et demie les taux réguliers après cinquante-six heures de travail fournies dans une semaine et pour ce qui concerne les constables et les gardiens, après soixante heures de travail fournies dans une semaine et pour les employés du département des obus après quarante-huit heures de travail fournies dans une semaine. Le travail à la pièce, cependant, sera exclus du taux de salaire supplémentaire, excepté lorsque les employés qui auront travaillé durant les heures régulières au taux du travail à la pièce, seront demandés de fournir du travail supplémentaire sur les opérations payées au taux horaire, ces dits employés seront payés au taux de salaire supplémentaire tel que rédigé. Si, cependant, les employés du travail à la pièce sont demandés de fournir un travail le dimanche, ces dits employés recevront le double du montant payé pour travail à la pièce.

4° Que le paragraphe "b" de l'article VI soit remplacé par le suivant:

b.— Tout travail exécuté les jours suivants sera rémunéré au taux du salaire double: le Jour de l'An, le Vendredi Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël. Le temps auquel s'applique le salaire double est de 7.00 a. m. à 7.00 a. m. le jour suivant. Cependant, en ce qui concerne les employés de la fonderie et du département de la circulation, le taux de salaire double ne sera appliqué que pour la période définie sur l'entente de la Direction et de l'Association, afin d'assurer dans la fonderie et le département de la circulation une production continue avec le moins d'inconvénients. Ceci ne s'applique pas aux employés de la centrale, aux surveillants des arroseurs automatiques, aux surveillants préposés au chauffage, aux constables et aux gardiens.

5° Que les mots "Electricien, chef de groupe (production) 1.00" "Electricien, chef de groupe (entretien) 0.95" mentionnés sous "Dépt. de l'électricité" soient radiés et remplacés par les suivants:

"Electricien, chef de groupe 1.00"

the hours of 7.00 p. m. and 7.00 a. m.. The regular day shift shall be between the hours of 7.00 a. m. and 7.00 p. m.. This does not apply to employees whose standard work week is fifty six (56) hours or over, nor does it apply to Traffic Department employees or employees on Piece work. Regarding foundry employees, the payment of five (5c) cents per hour bonus shall be as arranged between the Association and the Management depending upon the above conditions."

3° That subsection "a" of section VI be replaced by the following:

a.— Overtime shall be paid at the rate of time and one half the regular hourly rate after nine (9) hours have been worked Monday to Friday, inclusive, except Saturday when overtime rates shall apply as from 12 o'clock noon. Double time the regular hourly rate shall be paid after twelve (12) hours have been worked on any one shift. Employees working on Sunday will be paid double time the regular hourly rate. The period during which the double time applies shall be from midnight Saturday to midnight Sunday. This, however, does not apply to Power House, Heating System and Sprinkler Attendants, Police, Guards and Shell Shop employees; Power House, Heating System and Sprinkler Attendants shall be paid time and one half after fifty six (56) hours have been worked in one week; Police and Guards after sixty (60) hours have been worked in one week and Shell Shop employees after forty eight (48) hours have been worked in one week. Piece work, however, shall be excluded from overtime rates excepting cases where employees who have worked the regular hours at piece work rate and are requested to work overtime at day rate, then such employees will be paid the regular overtime rate as stipulated. If, however, piece workers are called upon to work piece work on Sunday such employees will receive double their piece work earnings."

4° That subsection "b" of section VI be replaced by the following:

b.— Any time worked on the following days shall be paid for at double time: New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day. The period during which the double time rate applies shall be from 7.00 a. m. to 7.00 a. m. the following day. However, in connection with Foundry and Traffic Department employees, the period during which the double time rate shall apply shall be arranged between the Management and the Association, the purpose for this being so that continuity of work in the Foundry and Traffic Department can be carried out with a minimum of inconvenience. The foregoing does not apply to Power House, Heating System, Sprinkler Attendants, Police and Guards."

5° That the words "Electrician Leader (Production) 1.00" "Electrician Leader (Maintenance) 0.95" mentioned under "Electrical Department" be deleted and the following substituted therefo:

"Electrician Leader 1.00"

6° Que le taux "0.90" pour "Électricien-Classe "A" soit remplacé par "0.95".

7° Que les mots "Porteurs de Peinture 0.60" soient ajoutés aux employés du Dépt. des Manœuvres.

8° Que les mots "Manœuvre sur travail de construction 0.69", mentionnés au "Département de l'Entretien de la Machinerie" soient radiés.

9° Que les mots "Improver". 0.75" soient ajoutés au "Département des Pcseurs de Tuyaux".

10° Que les mots "Polisseur à la Meule... 0.70" soient ajoutés au "Département des Obus".

11° Que les mots "Aide-Opérateur sur tour à couper" mentionnés sous "Département des Obus" soient remplacés par le mot "Aide".

12° Que le taux "0.90" établi pour le "Chef de Groupe" au "Département de la Ferblanterie" soient remplacés par "0.95".

13° Que le taux "0.85" établi pour le ferblantier-Classe "A" "Département de la Ferblanterie" soit remplacé par "0.90".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 9 juin 1945.

9528-o

6° That the rate "0.90" for Class "A" Electrician be replaced by "0.95".

7° That the words "Paint Carriers 0.60" be added to the employees, of the Labour Department.

8° That the words "Labourer on Construction work 0.69", mentioned under "Millwrights" be deleted.

9° That the words "Improver 0.75" be added to "Pipe Fitting Department".

10° That the words "Grinder 0.70" be added to "Shell Department".

11° That the words "Cut off helper" mentioned under "Shell Department" be replaced by the word "Helper".

12° That the rate "0.90" established for the Leader in "Tinsmith Department" be replaced by 0.95.

13° That the rate "0.85" established for Class "A" Tinsmith, Tinsmith Department, be replaced by 0.90".

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, June 9, 1945.

9528-o

Département du Trésor — Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

Avis est donné par les présentes que le Lieutenant-gouverneur-en-conseil, en conformité des dispositions de la Loi des assurances de Québec, Chapitre 299 des Statuts Refondus 1941, et de la Loi des compagnies (première partie), Chapitre 276 des Statuts Refondus 1941, a émis à "The British Canadian Insurance Company" — "La Compagnie d'Assurance Canadienne Britannique", des Lettres Patentes supplémentaires pour ratifier le règlement de la Compagnie, adopté le seizième jour de mars 1945, aux fins de lui accorder les pouvoirs d'effectuer des contrats relatifs aux genres additionnels d'assurance suivants: Aéronef, Agitation civile, Bris de machine, Crédit, Chaudière à vapeur, Dommages à la propriété ou perte de celle-ci, causés par des véhicules, Responsabilité civile, Tremblement de terre.

Daté, ce quatrième jour de juin 1945, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,

L'Assistant-surintendant des assurances,
9500-o WHEELER DUPONT,

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que "The Canada Permanent Trust Company" a obtenu le permis et l'enregistrement prévu par l'article 17 de la Loi des compagnies de fidéicommiss (Chapitre 284, S.R. 1941).

La Compagnie a son principal bureau d'affaires dans la Province dans la cité de Montréal et elle a nommé monsieur John P. Rowat, son agent principal dans la Province, conformément aux dispositions de l'article 26 de la même loi.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council, in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act, Chapter 299 of the Revised Statutes 1941, and of the Quebec Companies' Act (part I), Chapter 276 of the Revised Statutes 1941, has issued to "The British Canadian Insurance Company" — "La Compagnie d'Assurance Canadienne Britannique", supplementary Letters Patent to confirm the by-law adopted on the sixteenth day of March 1945, and to grant the powers to undertake contracts of insurance of the following classes: Aircraft, Civil commotion, Credit, Earthquake, Loss or damage to buildings and property caused by vehicles, Machinery, Property damage, Public liability, Steam boiler.

Dated this fourth day of June 1945, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,

WHEELER DUPONT,
9500-o Assistant Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "The Canada Permanent Trust Company" has been licensed and registered pursuant to section 17 of the Trust Companies' Act (Chapter 284, R.S. 1941).

The Company has its principal place of business in the Province in the City of Montreal and has appointed Mr. John P. Rowat as its chief-agent in the Province, in accordance with the provisions of section 26 of the same Act.

Donné conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi des compagnies de fidéicommissaires (Chap. 284, S.R. 1941), ce sixième jour de juin 1945.

Pour le Trésorier de la Province,
L'Assistant-surintendant des assurances,
9508-23-2-0 WHEELER DUPONT.

Given pursuant to the provisions of section 30 of the Trust Companies' Act (Chapter 284 R.S. 1941) this sixth day of June 1945.

For the Treasurer of the Province,
WHEELER DUPONT,
Assistant Superintendent of Insurance.
9508-23-2-0

AVIS DE FORMATION DE COMPAGNIE
D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par les présentes donné que "The Mutual Fire Insurance Company" of the Local Municipality of Low, dans le comté de Gatineau, dans la Province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 59 du chapitre 299 des Statuts Refondus de Québec, 1941, et que quarante-sept personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$79,900.00.

Donné conformément audit article 59, ce sixième jour de juin 1945.

Le Président,
(Signé) JOSEPH N. DALY.
Le Secrétaire,
(Signé) ERNEST McGOEY.

9513-0

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL FIRE
INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that "The Mutual Fire Insurance Company" of the Local Municipality of Low, in the county of Gatineau, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of Article 59 of Chapter 299 of Revised Statutes of Quebec, 1941, and that forty-seven persons have signed their names in the subscriptions book and bound themselves to effect the insurance to the total amount of \$79,900.00.

Given pursuant to the said Article 59, this sixth day of June 1945.

(Signed) JOSEPH N. DALY,
President,
(Signed) ERNEST McGOEY,
Secretary.

9513-0

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES TROIS-RIVIERES.— BAR OF TROIS-RIVIERES.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet, 1945.— Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Marchand	Paul-Émile.	24	St-Tite, Co. Laviolette.

Trois-Rivières, le 4 juin 1945.— Trois-Rivières, June 4, 1945.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JACQUES LACOURSIERE,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

9527-23-2-0

BARREAU DE HULL.— BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.— CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1945.— Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Couture	Jean-Claude.	21	Hull.	Académie LaSalle et Université d'Ottawa.

Hull, le 29 mai 1945.— Hull, May 29th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
JAMES A. MILLAR,
Secretary of the Bar of Hull.

9526-23-2-0

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1945.—Examinations of July, 1945.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Marcotte	Claude	20	Thetford-Mines. . .	Séminaire de Québec.

Victoriaville, le 5 juin 1945.—Victoriaville, June 5th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,

JEAN MASSICOTTE,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

9525-23-2-o

Liquidation, avis de :

LA SOCIÉTÉ DE BÉNÉFICES DES EMPLOYÉS DE LA
CIE THOS. DAVIDSON LTÉE.
2355, rue Déglise

Montréal, le 26 mai 1945.

Lors d'une assemblée générale spéciale des membres de ladite Société, tenue le vendredi, 25 mai 1945, à la Cafétéria de la General Steel Wares, située coin des rues Albert et Vinet, Montréal, il a été décidé que la Société soit liquidée.

La date pour la cessation des contracts a été fixée pour le 30 juin 1945.

L'assemblée a proposé comme liquidateur le secrétaire actuel de la Société:

M. Jas. A. Henderson,
2355, rue Déglise,
Montréal.

Le 27 juin 1945 a été fixé comme date d'approbation du liquidateur, à la Cafétéria de la General Steel Wares, située coin des rues Albert et Vinet, Montréal, à 8.15 p.m.

Cet avis a été donné en conformité avec la Section numéro 276 de l'acte de l'assurance de Québec.

LA SOCIÉTÉ DE BÉNÉFICES DES EMPLOYÉS
DE LA CIE THOS. DAVIDSON LTÉE.
Le Secrétaire,

9424-22-2-o

JAS. A. HENDERSON.

Winding up Notice :

THE THOS. DAVIDSON MFG. CO. LIMITED
EMPLOYEES' BENEFIT SOCIETY
2355 Delisle Street

Montreal, May 26th, 1945.

At a Special General Meeting of the members of the above Society held on Friday, May 25th, 1945, at the General Steel Wares' Lunch Room, corner of Albert and Vinet Streets, Montreal, it was decided that the Society be liquidated.

The date when all contracts will cease was set for June 30th, 1945.

The meeting proposed as liquidator the present secretary of the Society:

Mr. Jas. A. Henderson,
2355 Delisle Street,
Montreal.

The date for the appointment of same was set for June 27th, 1945, at Lunch Room, corner of Albert and Vinet Streets, Montreal, at 8.15 p.m.

This notice is given pursuant to Section 276 of the Quebec Insurance Act.

THE THOS. DAVIDSON MFG. CO. LIMITED
EMPLOYEES' BENEFIT SOCIETY.
JAS. A. HENDERSON,
Secretary.

9424-22-2-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, le 24 mai 1945.

M. Gérard Bornais, de Québec, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 6 avril 1945.

M. Jules Simard, agronome et cultivateur, de Frelighsburg, comté de Missisquoi: sous-ministre de l'Agriculture, à compter du premier avril 1945.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, May 24th, 1945

Mr Gérard Bornais, of Québec, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Québec, April 6th, 1945.

Mr. Jules Simard, agronomist and farmer, of Frelighsburg, county of Missisquoi: Deputy Minister of Agriculture, from and after the first day of April, 1945.

Québec, 12 avril 1945.

MM. James-Arthur Trickey, courtier en immeubles et assurances, 2466, avenue Mariette, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal; Claude Trotter, chef de sécurité à la Donnacona Paper, de St-Casimir; juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Leo McLaren, ingénieur adjoint senior, Ministère fédéral des Travaux publics, de Rimouski; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Gaston Parent, 4392, rue Fabre, Montréal, Ulric Lagarde, comptable licencié, 6677, rue Charistophe Colomb Montréal, Philippe Sasseville, inspecteur, Commission des pensions de vieillesse, 3968, rue St-Hubert, Montréal; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: Wilfrid Pilon, marchand, de Farnham Centre, comté de Brome; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Georges Desbiens, chef cantonnier et mesureur de bois, de Cabano, comté de Témiscouata; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Emile Ross, commerçant et contracteur, de La Motte, comté d'Abitibi; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; L. F. Marcus Tapp, chef de gare, de Cap Cove; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; Ernest Vanier, surintendant du personnel à la Dominion Rubber, de St-Jérôme; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; Hubert Delisle, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, de St-Marc-des-Carières, comté de Portneuf; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-Edgar Ouellet, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, de Roberval, comté de Roberval; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval.— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1941, chapitre 15).

Québec, le 27 avril 1945.

MM. Maurice Cloutier, voyageur de commerce, 15, Boulevard St-Sacrement, Apt 4, de Sherbrooke; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; William Lebel, journaliste, de Ste-Rose-du-Déglé, comté de Témiscouata; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Nicolas Côté, journalier-pêcheur, de Pointe Jaune, comté de Gaspé; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; Paul-André Lachance, 11½, rue Hébert, Québec, Jean-Paul Roy, 12 rue Wolfe, Lévis, tous deux comptables; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-Olier Ménard, gérant de la Caisse Populaire, Daniel Marcotte, marchand, tous deux de Cléryc, comté de Rouyn-Noranda, Romuald Gagné, maire de la ville de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire, de Rouyn-Noranda; Pierre Savoie, beurrier, de St-Hélène, Hilaire Lecompte, Jean-Baptiste Gendron, tous deux bourgeois, de St-Hugues; juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-Hyacinthe; Eugène Warren, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, de Pointe-au-Pic, comté de Charlevoix; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; J.-Edouard Lauzon, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, 5165, rue St-Laurent, Montréal; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Albert Laframboise, inspecteur, Commission des Pensions de

Québec, April 12th, 1945.

Messrs James Arthur Trickey, real estate and insurance broker, 2466 Mariette avenue, Notre-Dame-de-Grâce, Montreal; Claude Trotter, security chief at Donnacona Paper, of St-Casimir: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec; Leo McLaren, joint senior engineer, Federal Department of Public Works, of Rimouski: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Gaston Parent, 4392 Fabre street, Montreal, Ulric Lagarde, licensed accountant, 6677 Christophe Colomb street, Montreal; Philippe Sasseville, inspector, Old Age Pensions Commission, 3968 St. Hubert street, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Wilfrid Pilon, merchant, of Farnham Centre, county of Brome: to be a justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Georges Desbiens, chief section-man and culler, of Cabano, county of Temiscouata: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Emile Ross, trader and contractor, of La Motte, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; L.F. Marcus Tapp, station master, of Cape Cove: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; Ernest Vanier, staff-superintendent at the Dominion Rubber, of St. Jérôme: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; Hubert Delisle, inspector, Old Age Pensions Commission, of St-Marc-des-Carières, county of Portneuf: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Québec; J. Edgar Ouellet, inspector Old Age Pensions Commission, of Roberval, county of Roberval: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Québec, April 27th, 1945.

Messrs. Maurice Cloutier, commercial traveller, 15 St. Sacrement Boulevard, Apt. 4, of Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; William Lebel, labourer, of Ste-Rose-du-Déglé, county of Temiscouata: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Nicolas Côté, labourer, fisherman, of Pointe-Jaune, county of Gaspé: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; Paul-André Lachance, 11½ Hébert street, Québec, Jean-Paul Roy, 12 Wolfe street, Lévis, both accountants: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Québec; J. Olier Ménard, manager of "la Caisse Populaire", Daniel Marcotte, merchant both of Cléryc, county of Rouyn-Noranda, Romuald Gagné, mayor of the Town of Rouyn, county of Rouyn-Noranda: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda; Pierre Savoie, butter-maker, of St-Hélène, Hilaire Lecompte, Jean-Baptiste Gendron, both bourgeois, of St-Hugues: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St-Hyacinthe; Eugène Warren, inspector, Old Age Pensions Commission, of Pointe-au-Pic, county of Charlevoix: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; J. Edouard Lauzon, inspector, Old Age Pensions Commission, 5165 St Lawrence street, Montreal: to be a Justice of

vieillesse, de Ste-Scholastique, comté des Deux-Montagnes: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne: Pierre-C. Lachance, voyageur, 82, rue Ste-Marguerite, Québec: juge de paix avec juridiction sur toute la Province de Québec.— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, le 4 mai 1945.

MM. J.-A. Savard, employé de chemin de fer, 191 rue Dorion, Drummondville, Philippe Laforest, marchand général, de St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Albert Dumais, cultivateur, de Ste-Paula, comté de Matépédia, Zénon Deschamps, agent d'affaires, de Luceville: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Cyrille Bouchard, secrétaire du Comité local de rationnement, 132, rue Sacré-Cœur, St-Joseph d'Alma: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Harry McDougall, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, de Dalhousie, comté de Soulanges, Wilfrid Fournier, épiciier, 218 ouest, rue Dorchester, Montréal, J.-S. Sanson, comptable adjoint de la Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal.— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, le 24 mai 1945.

M. Thomas-E. Smith, marchand et maître de poste, de Brigham, comté de Brome: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Félix Petit, maître de poste, 373, Chemin Drummond, Sherbrooke: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, pour le district judiciaire de St-François.

M. Jos.-O. Lessard, marchand-tailleur, de Village Ste-Ursule: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; M. J.-A. Schmidt, notaire, de Sorel: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Richelieu.

MM. Ludger Tremblay, marchand et cordonnier, de Dolbeau, Ephraïm Claveau, de Mistassini, Gérard Bussières, de Normandin, J.-A. Néron, de Roberval, Jos. Gauthier, de Chambord, tous quatre marchands, Ambroise Devin, cultivateur, de Ste-Jeanne d'Arc, Alphonse Simard, chef de colonisation, de Mistassini, Jean-Marie Marcotte, voyageur, Arthur Garneau, cultivateur, tous deux de St-Prime, Emile Bonneau, industriel, de Roberval, J.-Augustin Fortin, registrateur, de Chambord: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval; Alexandre April, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, 7394, rue Châteaubriand, Montréal, Paul-Arthur Rousselle, contremaitre au département des travaux publics de la cité de Montréal, 6651, rue Casgrain, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Harry

the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Albert Laframboise, inspector Old Age Pensions Commission, of Ste-Scholastique, county of Two-Mountains: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne: Pierre-C. Lachance, traveller, 82 Ste-Marguerite street, Quebec; to be a Justice of the Peace, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec; the Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, May 4th, 1945.

Messrs. J. A. Savard, railway employee, 191 Dorion street, Drummondville, Philippe Laforest, general merchant, of St-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska: Albert Dumais, farmer of Ste-Paula, county of Matépédia, Zénon Deschamps, business agent of Luceville: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Cyrille Bouchard, secretary of the local Ration Board, 132 Sacré-Coeur street, St. Joseph d'Alma: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Harry McDougall, inspector, Old Age Pensions Commission, of Dalhousie, county of Soulanges, Wilfrid Fournier, grocer, 218 Dorchester street West, Montreal, J. S. Sanson, assistant accountant of the Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal.— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., chapter 15).

Quebec, May 24th, 1945.

Mr. Thomas E. Smith, merchant and Postmaster, of Brigham, county of Brome: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Bedford, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Félix Petit, Postmaster, 373 Drummond Road, Sherbrooke; to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, for the judicial district of St. Francis.

Mr. Jos. O. Lessard, merchant tailor, of the Village of Ste-Ursule: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Mr. J. A. Schmidt, notary, of Sorel: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Richelieu.

Messrs. Ludger Tremblay, merchant and shoemaker, of Dolbeau, Ephraïm Claveau, of Mistassini, Gérard Bussières, of Normandin, J. A. Néron, of Roberval, Jos. Gauthier, of Chambord, all four merchants, Ambroise Devin, farmer of Ste-Jeanne d'Arc, Alphonse Simard, chief of colonization, of Mistassini, Jean-Marie Marcotte, traveller, Arthur Garneau, farmer, both of St-Prime, Emile Bonneau, manufacturer, of Roberval, J. Augustin Fortin, registrar, of Chambord: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval; Alexandre April, inspector, Old Age Pensions Commission, 7394 Châteaubriand Street, Montreal, Paul-Arthur Rousselle, foreman in the Department of Public Works of the city of Montreal, 6651 Casgrain street, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal;

Bouliane, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, d'Amqui, comté de Matapédia, Zéphir Thibault, inspecteur, Commission des pensions de vieillesse, de Padoue, comté de Matapédia, Cléophas Gauthier, huissier, de Matane: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Hormidas Thériault, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, d'Hâvre St-Pierre, comté de Saguenay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; Joseph-Noël Boulanger, major dans l'Armée canadienne, 1, rue Ste-Anne, Lévis: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Antonio Gauvin, secrétaire au bureau des mécaniciens en tuyauterie, 1272, rue Dorion, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; M. l'abbé Fernand Ahier, prêtre-curé, de Newport, comté de Gaspé: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; H.-W. Sullivan, marchand, de Potton, comté de Brome: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Fortunat Bernard, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, de Bonaventure, comté de Bonaventure: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure; Moïse Jutras, N.P., inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, de St-Zéphirin, comté d'Yamaska: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Richelieu; J.-A. Rosario Duguay, inspecteur, Commission des Pensions de vieillesse, de St-Grégoire, comté de Nicolet: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Nicolet.— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Harry Bouliane, inspector, Old Age Pension⁸ Commission, of Amqui, county of Matapédia; Zéphir Thibault, inspector, Old Age Pensions Commission, of Padoue, county of Matapédia, Cléophas Gauthier, bailiff, of Matane: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Hormidas Thériault, inspector, Old Age Pensions Commission, of Hâvre St-Pierre, county of Saguenay: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; Joseph Noël Boulanger, Major in the Canadian Army, 1 Ste-Anne street, Lévis: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Québec; Antonio Gauvin, secretary in the Pipe Mechanics Office, 1272 Dorion street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Québec; the Rev. abbé Fernand Ahier, parish-priest, of Newport, county of Gaspé: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; H. W. Sullivan, merchant, of Potton, county of Brome: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Fortunat Bernard, inspector, Old Age Pensions Commission, of Bonaventure, county of Bonaventure: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure; Moïse Jutras, N.P., inspector, Old Age Pensions Commission, of St-Zéphirin, county of Yamaska: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Richelieu; J. A. Rosario Duguay, inspector, Old Age Pensions Commission, of St-Grégoire, county of Nicolet: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Nicolet.— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant of the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

9536-o

9536

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

EUG. FISET

Canada,
Province of
Quebec.

EUG. FISET

[L. S.]

[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT:

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS.

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommé

pour les fins de la section 2 du chapitre 308, des statuts refondus de Québec 1941 (Loi des paroisses et des fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain d'Amos, dans notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques a, sous l'autorité, des dits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 29 mars 1944, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de St-Nazaire, dans le comté d'Abitibi;

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes

of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Amos, in Our Province of Quebec, as canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the Lieutenant Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 29th of March, 1944, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the Parish of St-Nazaire, in the county of Abitibi;

ATTENDU que le secrétaire des dits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant

WHEREAS the Secretary of said Commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting

qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions des dits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance du dit décret canonique pour les fins civiles.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 mai 1945, nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de St-Nazaire, comme suit, savoir:

Un territoire comprenant dans le canton de Béarn, les lots de 1 à 6 inclusivement de chacun des rangs I et II; dans le canton de Berry, les lots, tous inclusivement de 19 à 62 du rang I, de 26 à 72, du rang II, de 26 à 58 de chacun des rangs III et IV; dans le canton de Dalquier les lots de 1 à 6 inclusivement de chacun des rangs IX et X; dans le canton de Trécesson les lots, tous inclus, de 39 à 50 et de 56 à 61 du rang VII, de 26 à 62 de chacun des rangs VIII et IX, de 19 à 62 du rang X, et dont les limites se décrivent comme suit: commençant à l'intersection de la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton de Dalquier avec la ligne séparative des cantons de Dalquier et de Trécesson; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne, dite séparative, des cantons de Dalquier et de Trécesson jusqu'à la ligne sud du lot 61 du rang VII du canton de Trécesson; de là, dans le canton de Trécesson, les lignes sud des lots 61 et 56 du rang VII et le prolongement de cette dernière ligne jusqu'à l'axe de la rivière Davy, le dit axe jusqu'au prolongement de la ligne limitant à l'est les lots 47, 48, 49 et 50 du rang VII, ledit prolongement et la dite ligne limitant à l'est les lots 47, 48, 49 et 50 du rang VII, les lignes sud des lots 50 et 39 du rang VII, la ligne limitant à l'ouest les lots 39, 40, 41, 42, 43 et 44 du rang VII; la ligne séparative des rangs VII et VIII, la ligne ouest du lot 26 dans chacun des rangs VIII et IX, la ligne séparative des rangs IX et X, la ligne ouest du lot 19 du rang X; dans le canton de Berry, la ligne ouest du lot 19 du rang I, la ligne séparative des rangs I et II la ligne ouest du lot 26 dans chacun des rangs II, III, IV, la ligne séparative des rangs IV et V, la ligne est du lot 58 dans chacun des rangs IV et III, la ligne séparative des rangs II et III; dans le canton de Béarn, la ligne séparative des rangs II et III, la ligne est du lot 6 dans chacun des rangs II et I; dans le canton de Dalquier, la ligne est du lot 6 dans chacun des rangs X et IX et la ligne séparative des rangs VIII et IX jusqu'au point de départ; lequel territoire à être, quant à sa partie comprise dans le canton de Trécesson, détaché de la paroisse de Saint-Simon-de-Villemontel et à être en son entier, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, érigé pour les fins civiles, sous le nom de "paroisse de Saint-Nazaire", dans le comté d'Abitibi et nous avons ordonné et déclaré et par les présentes ordonnons et déclarons, que la paroisse de St-Nazaire, dans le comté d'Abitibi, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des dits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

that after the publication of said degree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at his office, within the delay granted by law, no opposition to the said acknowledgement of the said canonical decree, for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date the 24th of May, 1945, We have confirmed, established and acknowledged and do hereby confirm, establish and acknowledge the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of St-Nazaire, as follows, to wit:

A territory, comprising, in the township of Béarn, the lots 1 to 6 inclusively of each of ranges I and II; in the township of Berry, the lots, all inclusively, from 19 to 62 of range I, from 26 to 62 of range II, from 26 to 58 of each of ranges III and IV; in the township of Dalquier the lots 1 to 6 inclusively of each of ranges IX and X; in the township of Trécesson, the lots, all inclusively 39 to 50 and 56 to 61 of range VII, from 26 to 62 of each of ranges VIII and IX, from 19 to 62 of range X and the limits whereof being described as follows: commencing at the intersection of the division line of ranges VIII and IX of the township of Dalquier with the division line of the townships of Dalquier and Trécesson; thence passing successively through the following lines and demarcations; the line called division line of the townships of Dalquier and Trécesson to the South line of lot 61 of range VII, of the township of Trécesson; thence, in the township of Trécesson the South lines of lots 61 and 56 of range VII and the prolongation of this latter line to the axis of the Davy river, the said axis, to the prolongation of the line limiting on the East lots 47, 48, 49 and 50 of Range VII, the said prolongation and the said line limiting on the East the lots 47, 48, 49 and 50 of range VII, the South lines of lots 50 and 39 of range VII, the line, limiting on the West lots 39, 40, 41, 42, 43 and 44 of range VII; the division line of ranges VII and VIII, the West line of lot 26 in each of ranges VIII and IX, the division line of ranges IX and X, the West line of lot 19 of range X; in the township of Berry, the West line of lot 19 of range I, the division line of ranges I and II, the West line of lot 26 in each of ranges II, III, IV, the division line of ranges IV and V, the East line of lot 58 in each of ranges IV and III; the division line of ranges II and III; in the township of Béarn, the division line of ranges II and III, the East line of lot 6 in each of ranges II and I; in the township of Dalquier, the East line of lot 6 in each of ranges X and IX and the division line of ranges VIII and IX to the starting point; said territory to be, as to its part comprised in the township of Trécesson, detached from the, parish of Saint-Simon-de Ville montel and to be in its entirety, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts thereof comprised within the limits hereinabove described erected, for civil purposes, under the name of "Parish of Saint-Nazaire" in the county of Abitibi.

And We have ordained and declared and do hereby ordain and declare that the parish of St-Nazaire, in the county of Abitibi, described as aforesaid, shall be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH Our Loving subjects and all others whom these present may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce trentième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

9514-o

IN TESTIMONY WHEREOF, we have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE MARIE - JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D.; Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this THIRTIETH day of MAY, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the Ninth year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

9514

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Construction Quéumont Inc." — "Quéumont Construction Inc.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 19e jour de mars 1945, a établi son bureau au numéro 4757, rue Papineau, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 23e jour de mai 1945.

Le Président,
ARTHUR LAPLANTE.

9496-o

LENCOURT GOLD MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis de situation de siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lencourt Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, le 6ième jour d'avril 1945, et ayant son siège social à Montréal, Québec, a établi son bureau à 215 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 16ième jour de mai A.D. 1945.

Le Secrétaire,
(Signé) GUS MRKVICKA.

9497

Avis de la situation du bureau principal
de
"STANDARD WOODENWARE LTD"

Avis est donné que la compagnie "Standard Woodenware Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 avril 1945, et ayant son bureau principal dans la Cité de Lévis, a établi son bureau au numéro 92, rue Commerciale en ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lévis, ce dix-huitième jour de mai 1945.

[Sceau]

Le Président,
PAUL LEMIEUX.

9498-o

Head Offices

Notice is given that the company "Construction Quéumont Inc." — "Quéumont Construction Inc." incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, under date of the 19th day of March, 1945, has established its office at number 4757 Papineau street, Montreal.

From and after the date of the present office, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 23rd day of May, 1945.

ARTHUR LAPLANTE,
President.

9496

LENCOURT GOLD MINES LIMITED
(No personal liability)

Notice of Situation of Head Office

Notice is hereby given that Lencourt Gold Mines Limited (No Personal liability) incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act on the 6th day of April, 1945, and having its head office in Montreal, Quebec, has established its office at 215 St. James Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, Quebec, this 16th day of May, A.D. 1945.

(Sgd.) GUS MRKVICKA,
Secretary.

9497-o

Notice of the situation of the head office
of
"STANDARD WOODENWARE LTD"

Notice is hereby given that the company "Standard Woodenware Ltd." incorporated by letters patent bearing date April 25th, 1945, and having its head office in the city of Lévis, has established its office at No. 92 Commercial street, in the said city.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Lévis, this eighteenth day of May, 1945.

[Seal]

PAUL LEMIEUX,
President.

9498

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE
DU BUREAU PRINCIPAL DE LA COMPAGNIE

Avis est donné que la compagnie "Biron-Knitting Mills Ltd.—La Cie de Tricots Biron Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 décembre 1937, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, l'a transporté à Berthierville, comté de Berthier province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Berthierville, 1er mai 1945.

9516-o Le Président,
ALFRED-R. BIRON.

NOTICE TO CHANGE IN THE ADDRESS
OF HEAD OFFICE OF THE COMPANY

Notice is hereby given that "Biron-Knitting Mills Ltd.—La Cie de Tricots Biron Ltée", company incorporated by Letters Patent dated December 29th, 1937, and having its head office in the City of Montreal, has moved it to Berthierville, Co. Berthier, in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Berthierville, May 1st, 1945.

9516-o ALFRED-R. BIRON,
President.

AVIS D'ADRESSE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Stevens Construction Limited", dûment constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour de novembre 1944, et ayant son bureau principal en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 5410 Queen Mary Road, en ladite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour de mai 1945.

(Sceau) Le Secrétaire,
9524 MITCHELL STEINE.

NOTICE OF ADDRESS

Notice is hereby given that "Stevens Construction Limited", duly incorporated by Letters Patent bearing the date of the 29th day of November, 1944, and having its head office in the City and District of Montreal, has established its office at 5410 Queen Mary Road in the said City of Montreal.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 25th day of May, 1945.

(Seal) MITCHELL STEINE,
9524-o Secretary.

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 234104. Dame Noëlla Arcand et Al, demandresses vs Aristide Arcand, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis vous est donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Fabre-Surveyer de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 30 avril 1945, dans une cause dans laquelle Dame Noëlla Arcand, épouse séparée de biens de Marcel Parent et ledit Marcel Parent pour autoriser son épouse, tous deux des cité et district de Montréal, et Dame Pauline Arcand, épouse séparée de biens de Albert-Philippe De Carlo et ledit Albert-Philippe De Carlo pour autoriser son épouse, tous deux des cité et district de Montréal, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

"Un immeuble ayant front sur la rue Sainte-Élisabeth et mesurant 21 pieds de largeur par environ 100 pieds de profondeur (mesure anglaise), et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, comme étant le lot N° 26, subdivision officielle N° 1, avec bâtisse y érigée, portant les numéros civiques 948 et 950, rue Sainte-Élisabeth (16 et 16a, anciens numéros)",

l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le 5ième jour de juillet 1945, Cour tenante, au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice à Montréal, sujet à charges, causes et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges

Sale by Licitation

Province of Quebec, District of Montreal Superior Court, No. 234104. Dame Noëlla Arcand et Al, Plaintiffs vs Aristide Arcand, Defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in conformity with the judgment of the Honourable Mr. Justice Fabre-Surveyer, of the Superior Court, sitting in Montreal, district of Montreal, on the 30th day of April, 1945, in a case in which Dame Noëlla Arcand, wife separate as to property of Marcel Parent and the said Marcel Parent for the purpose of authorizing his said wife, both of the city and district of Montreal, and Dame Pauline Arcand, wife separate as to property of Albert-Philippe De Carlo and the said Albert-Philippe De Carlo for the purpose of authorizing his said wife, both of the city and district of Montreal, are plaintiffs, ordering the sale and licitation of a certain immovable described as follows, to wit:

"An immovable fronting on St. Elizabeth Street and measuring 21 feet in width by approximately 100 feet in depth (English measure), known and designated to the Official Plan and Book of Reference of St. Louis Ward, as being lot No. 26, Official Subdivision No. 1, with building thereon erected and bearing civic No. 948 and 950 St. Elizabeth Street (16 and 16a, old numbers)",

the immovable above described will be sold by auction and adjudicated to the last and highest bidder, on the 5th day of July, 1945, "Cour tenante", at the Court House in Montreal, at the Prothonotary's office, in accordance with the conditions contained in the List of Charges deposited in Court, to the Prothonotary's office; and that any "opposition afin d'annuler, afin de

ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer ladite opposition dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

charges or afin de distraire" to the said sale will have to be deposited at the Prothonotary's office of the said Superior Court in the least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication and that "all opposition afin de conserver" will have to be deposited within six days after the adjudication and all interested parties failing to file said oppositions in the delays prescribed by the present notice will be foreclosed from so doing.

Montréal, le 28 mai 1945.

Montreal, May 28th, 1945.

Les Procureurs des demandereses,
9412-22-2-o PRÉVOST & ROBERT.

PRÉVOST & ROBERT,
Attorneys for Plaintiffs.
9412-22-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Cour supérieure — District d'Abitibi

Superior Court — District of Abitibi

No 5982 } LES AGENCES DE COLLEC-
TION DE L'ABITIBI INC.,
d'Amos, versus PAUL SUP, de Lac Castagnier, à
savoir:

No. 5982 } LES AGENCES DE COLLEC-
TION DE L'ABITIBI INC., of
Amos, versus PAUL SUP, of Lac Castagnier,
to wit:

Comme appartenant au défendeur les droits conférés par billet de location du lot numéro neuf (9) du Rang neuf (9) du cadastre officiel pour le canton Lamorandière, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Georges du Lac Castagnier, MARDI, le DIX JUILLET 1945, à ONZE heures du matin.

As belonging to the defendant, the rights conferred by the location ticket of lot number nine (9) of Range nine (9) of the official cadastre for the township of Lamorandière — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of St-Georges du Lac Castagnier, on TUESDAY the TENTH day of JULY, 1945, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

Cabinet du shérif, J.-U. DUMONT,
Amos, 4 juin 1945. 9509-23-2-o
[Première insertion, 9 juin 1945]

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,
Amos, June 4th, 1945. 9509-23-2
[First insertion, June 9th, 1945.]

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de Circuit.— District d'Arthabaska

Circuit Court.— District of Arthabaska

Arthabaska, à savoir; } AIME ROBERGE,
N° 2213 } marchand, St-Ferdinand
d'Halifax, demandeur vs EMELY BAR-
LOW, de St-Ferdinand d'Halifax.

Arthabaska, to wit; } AIME ROBERGE,
No. 2213 } merchant, of St-
Ferdinand d'Halifax, plaintiff; vs EMELY
BARLOW, of St-Ferdinand d'Halifax.

Comme appartenant à la défenderesse;
L'immeuble formant partie du lot N° 327 du cadastre de St-Ferdinand, borné en front au chemin Gosford, en arrière à Eugène Paré, au nord-ouest à Dame Alfred Angers et au sud-ouest à Napoléon Daigle, avec les bâtisses dessus érigées.

As belonging to the defendant:
The immovable forming part of lot No. 327 of the cadastre of St-Ferdinand, bounded in front by the Gosford road, in rear by Eugène Paré, on the Northwest by Dame Alfred Angers and on the Southwest by Napoléon Daigle — with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Ferdinand d'Halifax, comté de Mégantic, le DIX-NEUVIEME jour de JUN 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the church door of the parish of St-Ferdinand d'Halifax, county of Mégantic, on the NINETEENTH day of JUNE, 1945, at TWO o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, ce 14 mai 1945. 9300-20-2-o
[Première insertion, 19 mai 1945]

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, May 14th, 1945. 9300-20-2
[First insertion, May 19th, 1945]

MONTREAL

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Fieri Facias de Terris

C. S. District of Montreal

S. C. District of Montreal

Montréal à savoir: } M.-J.-L.-LÉONCE -LÉO-
N° 233957 } POLD RODIER & al.
ès qual., demandeurs; vs EUGÉNIE DOUES-

Montreal, to wit: } M.-J.-L.-LÉONCE -LÉO-
No. 233957 } POLD RODIER & al.,
ès qual., plaintiffs; vs EUGÉNIE DOUESNARD

NARD & al. défenderesses; et MARCEL MARC curateur au délaissement.

Comme appartenant aux dites défenderesses mais en la possession du curateur au délaissement.

"Un emplacement situé sur la rue Aqueduc, quartier civique Saint-Joseph, de la cité de Montréal, avec une maison en bois, bête sur solage en pierre, et une boutique de forge avec logement au dessus et autres bâtisses y érigées, contenant ledit emplacement quarante-quatre pieds et quatre pouces de front sur la dite rue Aqueduc, et quarante-deux pieds plus ou moins de large à la profondeur sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur, formant une superficie de trois mille neuf cent cinquante-six pieds, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné le dit emplacement sous le lot numéro quinze de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-six (466-15) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la dite cité de Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUX JUIN 1945, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$540.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, en date du 4 mai 1945.

Bureau du Shérif, Montréal, 16 mai 1945. [Première insertion, 19 mai 1945]

Le Shérif,
L. P. CAISSE,
9317-20-2-0

& al. defendants, and MARCEL MARC, curator to the abandonment.

As belonging to the said defendants but in the possession of the curator to the abandonment.

An emplacement situate on Aqueduc street, Saint-Joseph civic ward, of the city of Montreal with a wooden house, built on a stone foundation, and a blacksmith's shop with dwelling above and other buildings thereon erected, the said emplacement measuring forty-four feet and four inches in front on Aqueduc street, and forty-two feet, more or less, in width at the depth by ninety two feet in depth, forming a superficial area of three thousand nine hundred and fifty-six feet, English measure and more or less, known and designated, the said emplacement, as lot number fifteen of the official subdivision of lot number four hundred and sixty-six (466-15) of the official plan and in the book of reference for Saint-Antoine ward of the said city of Montreal.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND of JUNE, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$540 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated May 4th 1945.

Sheriff's Office, Montreal, May 16th, 1945. [First insertion, May 19th, 1945]

L. P. CAISSE,
Sheriff,
9317-20-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: } GUARANTY ACCEP-
N° 205129 } TANCE CORPORATION,
demanderesse, vs J.-R. LESAGE, défendeur.

La demi non-divisée d'un emplacement composé des lots dix-neuf et vingt du lot originaire numéro cent trente-six (136-19 & 20) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, avec ensemble la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 10875 rue St-François d'Assise, de la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$200 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer en date du 6 juin 1945.

Bureau du shérif, Montréal, le 6 juin 1945. [Première insertion, 9 juin 1945]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE,
9523-23-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: } GUARANTY ACCEP-
No. 205129 } TANCE CORPORATION,
plaintiff, vs J.-R. LESAGE, defendant.

The undivided half of an emplacement composed of lots nineteen and twenty of original lot number one hundred and thirty-six (136-19 & 20) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Sault-au-Récollet, together with building thereon erected bearing civic No. 10875 St-François d'Assise Street, of the City of Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWELVE day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$200.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated June 6th 1945.

Sheriff's Office, Montreal, June 6th 1945. [First insertion, June 9th, 1945]

L.-P. CAISSE,
Sheriff,
9523-23-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias — Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC
N° 13/45 } contre Dame A. CON-
NOLLY, à savoir:

La subdivision No 68 (soixante-huit) du lot No 723 (sep cent vingt-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé au lieu appelé Gros Pin, circonstances et dépendances.

QUEBEC

Fieri Facias — Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 13/45 } against DAME A. CON-
NOLLY, to wit:

Subdivision No. 68 (sixty-eight) of lot No. 723 (seven hundred and twenty-three) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, now Jacques-Cartier Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate at the place called "Gros Pin", circumstances and dependencies.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 6 juin 1945.
 Le Shérif, L. LAPIERRE.
 9510-23-2-0
 [Première insertion 9 juin 1945.]
 [Seconde insertion, 23 juin 1945.]

Fieri Facias — Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC
 N° 144/44 } contre Dame EMMA
 LESAGE, épouse de E.-L. Bergeron, à savoir:
 La subdivision No 32 (trente-deux) du lot
 No 46 (quarante-six) du cadastre officiel pour la
 paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue,
 maintenant quartier Montcalm, de la Cité de
 Québec, étant un emplacement situé sur l'avenue
 Bellevue, au lieu appelé Eastmount Park, circons-
 tances et dépendances, tel que le tout est actuelle-
 ment avec les servitudes actives et passives, sans
 exception ni réserve.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 6 juin 1945.
 Le Shérif, L. LAPIERRE.
 9511-23-2-0
 [Première insertion: 9 juin 1945.]
 [Seconde insertion: 23 juin 1945.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure. — District de Richelieu.

Richelieu, à savoir: { HECTOR ALLY, ou-
 N° 10326 } vrier, demeurant et
 résidant à Pierreville, district de Richelieu, de-
 mandeur, vs SAMUEL GILL, cultivateur, rési-
 dant et demeurant à St-Thomas de Pierreville,
 district de Richelieu, défendeur.

Les lots de terre sis et situés en la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, en la concession du Chenal Tardif, connus et désignés au cadastre de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville comme étant les lots numéros deux cent cinquante-huit, quatre cent vingt-six, quatre cent vingt-sept, quatre cent vingt-huit (Nos 258, 426, 427, 428) et la moitié nord-ouest du front à la profondeur du lot numéro quatre cent trente-trois dudit cadastre (½ N.O. 433) sis et situé en la même paroisse, en la concession Saint-Joseph; cette moitié mesurant un arpent et demi de largeur par quinze arpents de profondeur, plus ou moins, tenant d'un bout à Charles Mercure, de l'autre bout à Alonzo Gill, d'un côté à Paul Comtois et de l'autre côté à Edouard Verville.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas de Pierreville, MARDI, le DIXIEME jour du mois de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Sorel, le 5 juin 1945.
 LE Shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
 9512-23-2-0
 [Première insertion, 9 juin 1945.]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.— District de St-Hyacinthe

St-Hyacinthe, à savoir: { CHARLES-AIMÉ
 N° 5169 } GAUTHIER, de-
 mandeur; contre HENRI CLOUTIER, dé-
 fendeur.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 6th, 1945.
 L. LAPIERRE, Sheriff.
 9510-23-2
 [First insertion: June 9, 1945.]
 [Second insertion: June 23, 1945.]

Fieri Facias — Recorder's Court

Québec, to wit: { THE CITY OF QUÉBEC;
 No. 144/44 } against DAME EMMA
 LESAGE, wife of E. L. Bergeron, to wit:
 Subdivision No. 32 (thirty-two) of lot No. 46
 (forty six) of the official cadastre for the parish
 of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Mont-
 calm ward of the city of Quebec, being an empla-
 cement situate on Bellevue avenue, at the place
 called Eastmount Park — circumstances and
 dependencies — the whole as it actually subsists,
 with active and passive servitudes, without any
 exception or reserve.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 6th, 1945.
 L. LAPIERRE, Sheriff.
 9511-23-2
 [First insertion: June 9th, 1945.]
 [Second insertion: June 23rd 1945.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Richelieu

Richelieu, to wit: { HECTOR ALLY, work-
 No. 10326 } man, residing and living
 at Pierreville, district of Richelieu, plaintiff; vs
 SAMUEL GILL, farmer, residing and living at
 St-Thomas de Pierreville, district of Richelieu,
 defendant.

The lots of land lying and situate in the parish of Saint-Thomas de Pierreville, in the Chenal Tardif concession, known and designated on the cadastre of the parish of Saint-Thomas de Pierreville as being lots numbers two hundred and fifty-eight, four hundred and twenty-six, four hundred and twenty-seven, four hundred and twenty-eight (Nos. 258, 426, 427, 428) and the front Northwest half at the depth of .lot number four hundred and thirty-three of said cadastre (N. W. ½ 433) lying and situate in the same parish, in the Saint Joseph concession; the said half measuring one arpent and one half in width by fifteen arpents in depth, more or less, bounded at one end by Charles Mercure, at the other end by Alonzo Gill, on one side by Paul Comtois and on the other side by Edouard Verville.

To be sold at the parochial church door of Saint-Thomas de Pierreville, on TUESDAY, the TENTH day of the month of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sorel, June 5th, 1945.
 MICHEL SAINT-GERMAIN, Sheriff.
 9512-23-2
 [First insertion, June 9th, 1945.]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.— District of St. Hyacinthe

St. Hyacinthe, to wit: { CHARLES AIME
 No. 5169 } GAUTHIER, pla-
 intiff; against HENRY CLOUTIER, defendant.

Un terrain sis et situé en la paroisse de Laprésentation, sur le rang Bas des Étangs, connu et désigné au cadastre officiel de la dite paroisse comme faisant partie du lot numéro quatre cent soixante-sept (p. 467), mesurant un arpent et demi de largeur à compter de la ligne de division entre le lot 465 et le lot 467, c'est-à-dire au chemin du rang de l'église, sur un arpent de profondeur; borné en front par le chemin public, d'un côté par le lot N° 465 et de l'autre côté par le résidu du dit lot N° 467, étant la propriété de J.-A. Allard ou représentants, avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Laprésentation, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain (1945), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, St-Hyacinthe, 7 mai 1935. [Première insertion, 19 mai 1945]

Le Shérif.

JOS.-L. CORMIER.

9301-20-2-0

A piece of ground situate in the parish of Laprésentation, on the range "Bas des Étangs", known and designated at the official cadastre of the said parish, as being a part of lot number four hundred and sixty seven (p. 467), containing one arpent and a half in width, from the division line between lot No. 465 and lot No. 467; that is at the Church range road, by one arpent in depth; bounded in front by the public road, on one side by lot No. 465, and on the other side by the residue of the said lot No. 467, being the J.-A. Allard property or representatives, with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Laprésentation, TUESDAY, on the NINE-TEENTH day of JUNE next (1945), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, St. Hyacinthe, May 7th 1945. [First insertion, May 19th, 1945]

JOS. L. CORMIER,

Sheriff.

9301-20-2-

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 23

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Deguire vs Masse	1151
Desmarais vs Gravel	1151
Malo vs Barrette	1151
Miller vs Boxerman	1151

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Plante vs Lacroix	1152
-------------------------	------

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

1918 — Electriciens et les installations électriques	1152
--	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1133

AVIS DIVERS:

Belmont Realities Limited (Directeurs)	1156
Conseil Supérieur des Travailleurs Unis de Plessisville (Formation)	1155
Discours du Trône (Prorogation)	1154
Granada Theatre Limited (Directeurs)	1155
La Cie de Tricots Biron Ltée — Biron Knitting Mills Ltd. (Règlement)	1155
Lady Davis Foundation (Règlements)	1156
Montreal Debenture Corporation (Directeurs)	1157
St. James Securities Corporation (Directeurs)	1157
St. Viateur Realities Limited (Directeurs)	1156
Syndicat Catholique National des Employés Fabriquants de Gum de Granby, Inc. (Formation)	1155
The Singer Manufacturing Company (Barrage)	1156

CHARTES — ABANDON DE:

Association des Constructeurs Saguenay-Lac-St-Jean	1158
G. & M. Tubing Co. Ltd.	1158
Jos. Touchette Inc.	1158
Roméo Belleville et Compagnie Limitée	1158

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la municipalité de la partie nord du canton Metgermette ..	1159
---	------

Index of the Quebec Official Gazette, No. 23

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Deguire vs Masse	1151
Desmarais vs Gravel	1151
Malo vs Barrette	1151
Miller vs Boxerman	1151

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Plante vs Lacroix	1152
-------------------------	------

ORDER IN COUNCIL:

1918 — Electricians and electrical installations	1152
--	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1133

MISCELLANEOUS NOTICES:

Belmont Realities Limited (Directors) ..	1156
Conseil Supérieur des Travailleurs Unis de Plessisville (Formation)	1155
Speech from the Throne (Prorogation) ..	1154
Granada Theatre Limited (Directors) ..	1155
Biron Knitting Mills Ltd. — La Cie de Tricots Biron Ltée (By-law)	1155
Lady Davis Foundation (By-laws)	1156
Montreal Debenture Corporation (Directors)	1157
St. James Securities Corporation (Directors)	1157
St. Viateur Realities Limited (Directors)	1156
Syndicat Catholique National des Employés Fabriquants de Gum de Granby, Inc. (Formation)	1155
The Singer Manufacturing Company (Dam)	1156

CHARTERS — SURRENDER OF:

Association des Constructeurs Saguenay-Lac-St-Jean	1158
G. & M. Tubing Co. Ltd.	1158
Jos. Touchette, Inc.	1158
Roméo Belleville et Compagnie Limitée	1158

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la municipalité de la partie nord du canton Metgermette ..	1159
---	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

St-Colomban, munic. scolaire 1159
 St-Hermas, munic. scolaire 1159
 St-Jérôme, munic. scolaire du village 1159
 Ste-Louise-d'Ashford, munic. scolaire de 1159
 St-Philippe, munic. scolaire de 1160
 St-Théophile, munic. scolaire de 1159

St-Colomban, school munic. 1159
 St-Hermas, school munic. 1159
 St-Jérôme, school munic. of the village 1159
 Ste-Louise-d'Ashford, school munic. of 1159
 St-Philippe, school munic. of 1160
 St-Théophile, school munic. of 1159

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FORESTS:

Examens des aspirants à la pratique du mesurage des bois 1160
 Ste-Adèle d'Abercrombie, paroisse de 1160

Examinations of candidates for the scaling of timber 1160
 Ste-Adèle d'Abercrombie, parish of 1160

TRAVAIL:

LABOUR:

Canadian Car & Foundry Company, Limited (Modification) 1164
 Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry-de-Valleyfield (Modification) 1161
 Commerce de quincaillerie, ferronnerie (Modification) 1162

Canadian Car & Foundry Company, Limited (Amendment) 1164
 Parity committee of barbers and hairdressers of Salaberry-de-Valleyfield (Amendment) 1161
 Hardware and paint trades in the city of Quebec (Amendment) 1162

TRÉSOR:

TREASURY:

ASSURANCES:

INSURANCE:

La Compagnie d'Assurance Canadienne Britannique — The British Canadian Insurance Company 1166
 The Canada Permanent Trust Company 1166
 The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Low 1167

The British Canadian Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Canadienne Britannique 1166
 The Canada Permanent Trust Company 1166
 The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Low 1167

EXAMENS DU BARREAU:

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska: étude du droit 1168
 Hull: étude du droit 1167
 Trois-Rivières: pratique du droit 1167

Arthabaska: study of law 1168
 Hull: study of law 1167
 Trois-Rivières: practice of law 1167

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Ahuntsic Enterprises Limited 1134
 Associated Buttons & Novelties Limited 1135
 Associations des Chemins d'Hiver de St-Léonard et St-Célestin, Comté de Nicolet 1135
 Bergs Drummondville Incorporated 1135
 Canadian Simplex Sales Company 1136
 Construction Quémont Inc. — Quemont Construction Inc. 1136
 Deanna May Inc. 1137
 Embassy Importing Co. 1137
 Garage Bouillon Limitée 1138
 Gloves Limited 1138
 Gor-Mar Lingerie Incorporated 1139
 Habitant Crafts Inc. 1139
 Ideal Provision Co. Ltd. 1140
 Jay-Dee Import Company Ltd. 1140
 Kent Manufacturing Inc. 1141
 Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd. 1141
 La Cie d'Autobus Rimouski, Ltée 1141
 La Cie de Construction de St-Jérôme Ltée — St. Jerome Construction Co. Ltd. 1142
 La Compagnie D'Artigny Limitée — The d'Artigny Company Limited 1142
 Lady Davis Foundation 1143
 La Mécanique Agricole Moderne, Limitée — Modern Farm Equipment Company Limited 1147
 Laurentian Trading Co. Inc. 1144
 Lecker Super Fit Lingerie Inc. 1144
 Lencourt Gold Mines Limited 1143
 Les Anciens de Shawinigan 1144
 Ligue Antituberculeuse de Val d'Or 1145
 Majestic Photo Mounts Ltd. 1145
 Metallic Crystal Gauge Co. Ltd. 1146
 Métropole Construction Ltée — Métropole Construction Ltd. 1146

Ahuntsic Enterprises Limited 1134
 Associated Buttons & Novelties Limited 1135
 Association des Chemins d'Hiver de St-Léonard et St-Célestin, Comté de Nicolet 1135
 Bergs Drummondville Incorporated 1135
 Canadian Simplex Sales Company 1136
 Quemont Construction Inc. — Construction Quémont Inc. 1136
 Deanna May Inc. 1137
 Embassy Importing Co. 1137
 Garage Bouillon Limitée 1138
 Gloves Limited 1138
 Gor-Mar Lingerie Incorporated 1139
 Habitant Crafts Inc. 1139
 Ideal Provision Co. Ltd. 1140
 Jay-Dee Import Company Ltd. 1140
 Kent Manufacturing Inc. 1141
 Kresno Stamm Mfg. Co. (Canada) Ltd. 1141
 La Cie d'Autobus Rimouski, Ltée 1141
 St. Jerome Construction Co. Ltd. — La Cie de Construction de St-Jérôme Ltd. 1142
 The D'Artigny Company Limited — La Compagnie D'Artigny Limitée 1142
 Lady Davis Foundation 1143
 Modern Farm Equipment Company Limited — La Mécanique Agricole Moderne, Limitée 1147
 Laurentian Trading Co. Inc. 1144
 Lecker Super Fit Lingerie Inc. 1144
 Lencourt Gold Mines Limited 1143
 Les Anciens de Shawiniga 1144
 Ligue Antituberculeuse de Val d'Or 1145
 Majestic Photo Mounts Ltd. 1145
 Metallic Crystal Gauge Co. Ltd. 1146
 Métropole Construction Ltd. — Métropole Construction Ltée 1146

Paradis Automobile Ltée.....	1147	+	Paradis Automobile Ltée.....	1147
S. L. Blais Cie Ltée.....	1148	-	S. L. Blais Cie Ltée.....	1148
Standard Structural Steel Ltd.....	1148	+	Standard Structural Steel Ltd.....	1148
Standard Woodenware Ltd.....	1149	-	Standard Woodenware Ltd.....	1149
Stevens Agencies Limited.....	1149	+	Stevens Agencies Limited.....	1149
St. Gabriel Clothing Co. Ltd.....	1149	+	St. Gabriel Clothing Co. Ltd.....	1149
The Suburban News Ltd.....	1150	-	The Suburban News Ltd.....	1150
Young Mimics Inc.....	1150	-	Young Mimics Inc.....	1150
LETTRÉ PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:			SUPPLEMENTARY LETTER PATENT:	
Club de Raquette Belmont Inc.....	1151		Club de Raquette Belmont Incorporé..	1151
LIQUIDATION, AVIS DE:			WINDING UP NOTICE:	
La Société de Bénéfices des Employés de la Cie Thos. Davidson Ltée—The Thos. Davidson Mfg. Co. Limited Employee 'Benefit Society.....	1168		The Thos. Davidson Mfg. Co. Limited Employees, Benefit Society—La So- ciété de Bénéfices des Employés de la Cie Thos. Davidson Ltée.....	1168
NOMINATIONS:			APPOINTMENTS:	
Diverses.....	1168		Miscellaneous.....	1168
PROCLAMATION:			PROCLAMATION:	
St-Nazaire, paroisse de.....	1171		St-Nazaire, parish of.....	1171
SIÈGES SOCIAUX:			HEAD OFFICES:	
Construction Quémont Inc. — Quemont Construction Inc.....	1173	+	Quemont Construction Inc. — Cons- truction Quémont Inc.....	1173
La Cie de Tricots Biron Ltée — Biron Knitting Mills Ltd.....	1174		Biron Knitting Mills Ltd — La Cie de Tricots Biron Ltée.....	1174
Lencourt Gold Mines Limited.....	1173	+	Lencourt Gold Mines Limited.....	1173
Standard Woodenware Ltd.....	1173		Standard Woodenware Ltd.....	1173
Stevens Construction Limited.....	1174		Stevens Construction Limited.....	1174
VENTE PAR LICITATION:			SALE BY LICITATION:	
Arcand et al vs Arcand.....	1174		Arcand et al vs Arcand.....	1174
VENTES PAR SHERIFFS:			SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:			ABITIBI:	
Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc vs Sup.....	1175		Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc vs Sup.....	1175
ARTHABASKA:			ARTHABASKA:	
Roberge vs Barlow.....	1175		Roberge vs Barlow.....	1175
MONTREAL:			MONTREAL:	
Guaranty Acceptance Corporation vs Lesage.....	1176		Guaranty Acceptance Corporation vs Lesage.....	1176
Rodier et al vs Douesnard et al.....	1175		Rodier et al vs Douesnard et al.....	1175
QUÉBEC:			QUEBEC:	
Cité de Québec vs Connolly.....	1176		City of Quebec vs Connolly.....	1176
Cité de Québec vs Lesage.....	1177		City of Québec vs Lesage.....	1177
RICHELIEU:			RICHELIEU:	
Ally vs Gill.....	1177		Ally vs Gill.....	1177
SAINT-HYACINTHE:			SAINT HYACINTHE:	
Gauthier vs Cloutier.....	1177		Gauthier vs Cloutier.....	1177
9535-o			9535-o	